

la gauche

#12

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO
48^E ANNEE • AVRIL 2005

Comprendre le monde pour le changer



Non marchand
en **COLERE**

Nous sommes
toUTES
des Bombe-
Spotters



Le 16 avril se tiendra un nouveau Bomspotting. Comme par le passé, des milliers de personnes vont se mobiliser afin d'exiger le démantèlement des armes nucléaires en Belgique et dans le monde. Cette année sera un peu exceptionnelle puisqu'il s'agira d'une mobilisation à très grande échelle, le "Bomspotting XL", qui couronnera une année d'actions (voir La Gauche n°7). Pour nous parler plus spécifiquement du "XL", nous avons à nouveau rencontré Fabien (du Forum voor Vrede Actie).

INTERVIEW PAR FRÉDÉRIC LEHEMBRE

Bomspotting XL: Il est moins cinq!

Fabien: Le Bomspotting XL aura lieu le 16 avril. La date n'a pas été choisie par hasard: elle tombe pendant la Conférence sur le contrôle de la prolifération des armes nucléaires à New York. Tous les pays qui ont signé le Traité de non-prolifération vont se pencher sur l'avenir des politiques d'armement nucléaire. Les grandes puissances comme les Etats-Unis ou la Russie ont annoncé qu'elles voulaient développer de nouvelles armes nucléaires. Le Traité de non-prolifération est donc clairement en danger. Notre but est de focaliser l'attention de l'opinion sur la rencontre de New York et de mettre la pression sur notre propre gouvernement qui sera également présent à cette conférence.

Comment se passe concrètement la mobilisation ?

Fabien: Il y a plus de trente groupes régionaux, dont une dizaine en Wallonie, ce qui est nouveau. Ces groupes mobilisent au niveau local pour aller ensemble vers l'un des lieux d'action: le siège de l'OTAN à Evre, le quartier militaire du Shape à Mons et la base de Kleine Brogel où se trouvent des armes nucléaires. Un briefing préalable des groupes régionaux aura lieu dans une dizaine de localités avant de se rendre sur le lieu d'action. La mobilisation a donc été entièrement décentralisée.

Nous voulons tenter de pénétrer sur ces

lieux pour rappeler que notre objectif: que les politiques d'armement nucléaire ne puissent plus se décider tranquillement. Nous savons que la police sera massivement présente et qu'il est toujours plus difficile de pénétrer dans de tels domaines. Mais, si nous pouvons perturber pendant une journée le fonctionnement de l'OTAN, c'est déjà un beau succès.

Qu'en est-il de votre volonté d'articuler ce combat sur le plan international ?

Fabien: Nous y sommes pleinement occupés mais il n'est pas facile de nouer les bons contacts à l'étranger. Notre modèle d'action n'est pas toujours "exportable" tel quel, mais il est certain qu'il y aura plus de délégations étrangères qui seront présentes le 16 avril. Nous devons encore penser à la possibilité d'actions dans d'autres pays.

Le monde politique est-il le bienvenu ?

Fabien: Pour que quelque chose change au niveau de la politique des armes nucléaires, il faudra aussi des changements au sein du parlement. Tout le monde est donc le bienvenu, y compris les gens du monde politique qui veulent faire de leur mieux pour d'obtenir le départ des armes nucléaires. Des choses se passent au niveau politique. Ces dernières années, il y a de plus en plus de débats au sujet des armes nucléaires de Kleine Brogel. Dans la

déclaration gouvernementale, la Belgique se prononçait sur cette question. Mais ce n'est certainement pas assez. Nous voulons surtout influencer sur ce que les représentants Belges défendront à la conférence de New-York. Vont-ils tenir leurs engagements et annoncer vouloir mettre un terme à la présence d'armes nucléaires ?

Le rôle de la Belgique au sein de l'OTAN est très restreint et les autorités de ce pays ont toujours déclaré vouloir suivre le droit international. Notre point de vue à cet égard est clair: le droit international en matière d'interdiction des armes nucléaires doit être respecté et la Belgique peut bel et bien jouer un rôle moteur.

Quelles perspectives après le 16 avril ?

Fabien: Nous avons lancé des actions-surprises décentralisées en octobre-novembre 2004 avec le "Bomspotting Small actions". Nous voulons recommencer ce type d'actions après le Bomspotting XL. A nouveau, le but doit être de mener des activités "incontrôlables". Ces dernières années, nous constatons que nos actions massives sont plus facilement contrôlables par les services d'ordre. La suite des actions massives dépendra beaucoup des résultats de la conférence à New York. Si nous constatons qu'aucun progrès n'a été fait, nous continuerons à planifier des actions plus importantes. ■



Plus d'informations:
www.bomspotting.be

1885, c'est l'année où le POB (Parti Ouvrier Belge -Belgische Werklieden Partij) tient son congrès de fondation. 120 ans après, le PS (francophone et wallon) et le SPA (flamand) viennent de s'en souvenir. Le PS vient de le fêter. Et Stevaert ne manquera pas de s'en servir à son prochain congrès "idéologique". Mais ils auront toute les peines du monde à expliquer aujourd'hui à la classe travailleuse et à la jeunesse la véritable portée de cet événement.

Le Congrès du POB - et sa base programmatique fondamentale, la "Charte de Quaregnon" de 1893-94- est un tournant historique dans la vie des travailleurs. Pour la première fois, ils réussissent à fonder une organisation forgée dans les luttes.

qui, jusqu'à aujourd'hui, continue à faire la différence avec le reste du monde: les pays du tiers-monde, mais aussi les Etats-Unis, la Canada et le Japon.

1914, c'est le grand tournant. La social-démocratie fait sa paix avec le capitalisme; elle prétend désormais "changer" le capitalisme par des réformes. Les trahisons brutales seront légion... La lutte extra-parlementaire pour le socialisme a été enterrée. Résultat aujourd'hui: un siècle de stratégie "réformiste" débouche sur un capitalisme néo-libéral agressif et triomphant ! Malgré tout cela -les abandons et les trahisons-, la masse des travailleurs et les militants conscients n'a pas quitté ses organisations établies. Elle a la mémoire longue. Les générations succes-

120 ans; l'âge de la retraite...

La dispersion est surmontée: toutes les tendances politiques de type socialiste (marxiste, réformiste, maximaliste, proudhoniste, anarchiste, anarcho-sindicaliste, démocrate-progressiste, ...) s'unissent; toutes les formes organisationnelles du combat ouvrier (ligues politiques, groupes syndicaux, coopératives, mutuelles, jeunesse, anti-militaristes, ...) se rassemblent. Le congrès de 1885 prépare le POB à affronter une bourgeoisie libérale "révolutionnaire" (1830 !) qui possède le monopole de l'appareil d'Etat, tous les droits et les libertés. Le monde du travail en était totalement exclu, sans droits, sans parole, sans voix et sans vote, une classe sociale complètement subordonnée. Une nouvelle phase de la lutte s'ouvre: une stratégie organisée de la mobilisation ouvrière avec des manifestations de masse, des grèves générales, grèves partielles, des barricades, des piquets volants, ... En un quart de siècle, "l'émancipation du travail", la sortie de la misère et de l'oppression était amorcée: salaires dignes, sécurité sociale, réduction du temps de travail (les "3 x 8": travail, loisir, sommeil) et le suffrage universel.

C'est cette classe ouvrière qui a montré l'exemple au mouvement ouvrier européen ("parler belge" disait Rosa Luxemburg). C'est cette classe qui a contribué à changer le cours de l'histoire humaine. Elle a, sur ce bout de terre d'Europe occidentale, imposé un rapport de force face à la classe capitaliste

sives des travailleurs se sont souvenues de la misère d'antan, le chômage qui resurgit et les incertitudes de la vie mais aussi des progrès parfois spectaculaires avec la conquête des droits sociaux, le niveau de vie, les pensions et les allocations sociales, les conventions collectives, le droit de grève, la reconnaissance des syndicats présents dans les entreprises et dans les organes paritaires, etc..

Aujourd'hui, une nouvelle étape de l'histoire s'est ouverte: le capitalisme "mondialisé" de type néo-libéral. Celui-ci ne supporte plus ces acquis sociaux. C'est un constat terrible: ce pourquoi le POB a été fondé et lutté, est aujourd'hui détruit par la social-démocratie devenu social-libérale.

Dès lors nous repartons de très loin. Dans la phase actuelle, la tâche des révolutionnaires n'est pas de préparer la révolution; celle-ci n'est pas encore à l'horizon. Il s'agit maintenant de rebâtir un "parti" anticapitaliste large et actif, qui lutte jusqu'au bout pour les revendications-clé sociales, politiques et économiques, qui s'impose sur le terrain politique, qui rassemble les courants et les militant-es sociaux et politiques qui veulent lutter et construire. Pour cela, il faudra certainement une gauche marxiste-révolutionnaire et non-sectaire pour tenir le cap. Peut-être que l'expérience du POB peut nous apprendre des choses -tant de sa période de gloire que de celle de la dégénérescence ! ■

la gauche

Mensuel édité par le Parti Ouvrier Socialiste (POS) - Quatrième Internationale

EDITEUR RESPONSABLE: David Dessers

SECRETARIAT DE RÉDACTION: Céline Caudron, David Dessers, Matthias Lievens, Ataulfo Riera

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles Tél: 02 523 40 23 //Email: lagauche@sap-pos.org //Site Internet: www.sap-pos.org

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Sébastien Brulez, Céline Caudron, Chris Den Hond, Aline Dehassé, Jan Peter Everaerts, André Henry, Denis Horman, Frédéric Lehembre, Frédéric Lévêque, Daniel Liebmann, Matthias Lievens, Eric Matrige, Ataulfo Riera, Daniel Tanuro, Thierry Tillier, François Vercammen, Dominique Warocquier.

TARIFS ET ABONNEMENTS: Prix au numéro: 1,5 euro // Abonnement un an: 15 euros // Etranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros

A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90, mention "La Gauche".

L'hydrogène est en passe de devenir le nouveau mirage énergétique d'un système capitaliste incapable de voir que sa tendance frénétique à l'accumulation entraîne l'humanité droit dans le mur. PAR DANIEL TANURO

les mirages de l'HYDROGENE

De part et d'autre de l'Atlantique, les publications officielles sont de plus en plus envahies de propos optimistes sur les possibilités de sauver à la fois la croissance et le climat en passant à une économie basée sur l'hydrogène et les piles à combustibles pour produire de l'électricité⁽¹⁾. Ces technologies sont effectivement prometteuses: d'une part, le rendement des piles atteint facilement 60% et la barre des 80% pourra être franchie dans les prochaines années; d'autre part, les piles ne dégagent que de la chaleur (récupérable) et de l'eau. Pas d'émissions de CO₂, pas ou très peu de polluants, pas de bruit. N'est-ce pas merveilleux?

Le problème est que l'hydrogène n'existe pas tel quel dans la nature. Il faut l'extraire à partir de l'eau, des



combustibles fossiles ou de la biomasse⁽²⁾. L'hydrogène n'est pas une source d'énergie mais un vecteur, comme l'électricité. Comme il peut être stocké, transporté et qu'il est convertible en courant (et vice-versa), il offre des possibilités d'augmenter l'efficacité des systèmes énergétiques. Il pourrait contribuer notamment à la stabilité des réseaux alimentés par des sources intermittentes (éolienne, solaire photovoltaïque...). De plus, la combinaison piles à combustibles/hydrogène ouvre la perspective d'une production d'énergie décentralisée et modulable,

donc d'une réduction des pertes dans la distribution du courant. Il reste qu'électricité et hydrogène nécessitent l'exploitation de sources d'énergie. Quelles sources, pour répondre à quels besoins? Telles sont les questions fondamentales. On ne peut pas les écarter en présentant l'hydrogène comme une solution miracle.

Toutes autres choses restant égales, la demande énergétique augmentera probablement de 40% à l'échelle mondiale d'ici 2020. Par ailleurs, les émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer de 60% d'ici 2050 pour éviter une catastrophe climatique. Un défi d'une telle ampleur et à aussi court terme ne peut être relevé uniquement en améliorant l'efficacité énergétique et en recourant aux énergies renouvelables, surtout si l'une et l'autre de ces stratégies sont soumises à la logique du marché. Nous avons déjà montré, à travers le cas du bâtiment, que le développement du photovoltaïque et les progrès de l'isolation thermique sont obérés par l'absence de demande solvable, donc par la politique néolibérale⁽³⁾. Mais, en supposant que des programmes publics soient lancés, ceux-ci ne suffiraient pas à atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il faut donc non seulement des programmes publics d'investissement pour soutenir la demande, mais en plus agir sur la demande elle-même, donc sur les besoins.

On le voit clairement dans le secteur du transport. Ce secteur consomme 25% de l'énergie à l'échelle mondiale et est responsable d'un cinquième des émissions de CO₂ dues à la combustion de combustibles fossiles (1,25Gt). Les perspectives de croissance sont hallucinantes, essentielle-

ment pour le transport routier (80% des émissions): si rien ne change, les émissions seraient comprises dans une fourchette de 1,4 à 2,7Gt en 2020, et de 1,8 à 5,7Gt en 2050⁽⁴⁾. Face à de tels chiffres, il est complètement stupide de se rassurer avec la perspective que voitures, avions et camions rouleront à ce moment à l'hydrogène, car l'hydrogène nécessaire ne pourrait être produit qu'en continuant à brûler massivement des combustibles fossiles... ou grâce à l'énergie nucléaire⁽⁵⁾. C'est le mode de transport lui-même qui doit être mis en cause, et avec lui non seulement la production just in time mais aussi l'aménagement du territoire, la séparation entre ville et campagne et les besoins aliénés qui en découlent.

Cet exemple montre bien que les choix à faire impliquent non seulement de contester la logique néolibérale du tout au marché mais en plus de casser la logique capitaliste d'accumulation, dont l'explosion des transports n'est qu'une manifestation particulièrement visible. C'est seulement lorsque cette logique sera cassée que s'ouvrira pour l'humanité la possibilité de soigner puis de gérer raisonnablement son métabolisme avec la nature. ■

(1) Par exemple: "Hydrogène et piles à combustible", DG Recherche et DG Énergie-Transports, Com. Européenne, 2003.

(2) Certaines algues et bactéries ont la capacité de produire de l'hydrogène, mais les recherches à ce sujet sont encore loin d'aboutir à des technologies énergétiques.

(3) Voir le précédent N° de La Gauche

(4) Le rail et les voies d'eau intérieures passeront au maximum de 0,078 Gt à 0,087 Gt (GIEC, Mitigation 12001)

(5) Mutatis mutandis, le même raisonnement vaut pour les biocarburants: pour en produire suffisamment, il faudrait sacrifier des terres arables, recourir massivement aux engrais chimiques et porter un coup terrible à la biodiversité.

La société laisse-t-elle encore une place à l'homme, le vrai? Cette question lancinante ne cesse de tourmenter l'esprit de quelques spécimens qui se font appeler "masculinistes". La réponse qu'ils y apportent est simple: les féministes sont allées trop loin. Stop à l'hécatombe ! Petit détour éberluant du côté des thèses de ces mâles en mal de virilité, victimes des attaques hargneuses des brûleuses de soutifs. PAR CÉLINE CAUDRON

Vraiment trop MECHANTES



Depuis la fin des années 80, d'étranges regroupements d'hommes se sont lentement propagés à travers le monde occidental, déversant sans grandes difficultés leurs élucubrations sur internet et dans la presse. Ces visionnaires ont tout compris: l'égalité entre hommes et femmes est acquise depuis belle lurette. Les femmes sont même parvenues à supplanter les hommes dans certains domaines qui leur étaient réservés, comme l'autorité parentale. Nous sommes bel et bien à l'ère du post-féminisme. La Gauche -toujours du côté des opprimés- devrait-elle penser à changer le titre de sa rubrique? pourquoi pas vir'ILS?

Si des groupes masculins se disent pro-féministes et anti-sexistes en tâchant de faire changer les comportements machos et violents, la majorité des masculinistes élabore ses analyses en opposition aux féministes, reniant complètement l'existence du patriarcat et du rapport de pouvoir entre les genres. Les masculinistes conservateurs sont ouvertement défenseurs de la famille et des rôles traditionnels, ils s'évertuent à chanter les louanges du bon père de famille, bien ferme et autoritaire, et de la gentille épouse, serviable et soumise. Pour eux, les droits conquis par les "vaginocrates" sont à bannir d'urgence si on veut éviter l'anéantissement total de la société. Parmi ces illuminés, on retrouve bien sûr les mouvements fondamentalistes chrétiens du Canada et des Etats-Unis, ainsi que les "on n'est pas des tapettes" virils et plein de poils du lobby des armes...

Le discours masculiniste est multiple.

Mais on y retrouve des thèmes communs, comme surtout celui de la réhabilitation de l'image et du rôle du père. Avec un discours sur la victimisation des pères, les masculinistes ont trouvé un paravent bien médiatisé pour remettre tranquillement en cause les acquis féministes concernant l'avortement, la violence conjugale ou le divorce et ses corollaires. Par exemple, derrière la revendication, d'apparence bien légitime, d'obtenir la garde partagée des enfants après un divorce, les anti-féministes en profitent aussi pour continuer à nier l'existence de la violence conjugale.

Comme les hommes et les femmes sont aujourd'hui égaux (on en apprend décidément tous les jours), les mesures de prévention et de répression contre la violence envers les femmes sont complètement déplacées, il s'agit d'une discrimination sexiste en faveur des femmes. D'ailleurs, les femmes confondent souvent la vraie violence avec la force "naturelle" des hommes. Dans cette logique, les gardes des enfants confiées exclusivement à la mère à cause de la violence du père perdent tout leur sens; la seule solution censée est la garde partagée. Joli, non?

Les masculinistes réactionnaires ont bien saisi toute l'ampleur du "complot féministe" qui consiste à imposer la domination des femmes sur les hommes. En effet, les "fémi-nazies" ne se sont pas contentées de priver les pères de leur avantageux statut au sein de la famille pour s'en saisir. Elles ont récidivé dans le domaine de la vie publique; en désintégrant les familles et en piétinant toutes les valeurs patriarcales, les "féminocen-

tristes" en se sont rendues responsables de l'accroissement du taux de suicide chez les hommes, de la société de consommation, de la surpopulation des prisons, des accidents de la route et, bien sûr, de l'homosexualité! Pour faire un peu plus crédible -mais est-ce bien nécessaire?-, les masculinistes ont tendance à élaborer et à diffuser des théories pseudo-scientifiques visant à prouver que la proportion d'hommes battus est équivalente à celle des femmes battues ou que la faible proportion d'hommes dans l'environnement scolaire et familial des petits garçons créerait pour ceux-ci un grand vide psychologique qui expliquerait leur manque de performances futures, etc. Relayées par des intellectuels et les médias, ces fines analyses aboutissent comme par miracle dans les sphères parlementaires. Les masculinistes maîtrisent plutôt bien la pratique du lobbyisme.

Pour le plaisir, voici une petite perle des pensées profondes des anti-féministes. En manipulant les gouvernements, les horribles démons à mamelles ont provoqué des mesures facilitant l'accès des filles aux options masculines et aux études supérieures. De ce fait, les garçons ont été négligés des politiques scolaires. Cette négligence, programmée par les hystériques détestées, ont provoqué ou accentué la démotivation scolaire du sexe fort, ce qui explique que les filles obtiennent aujourd'hui de meilleurs résultats, décrochent de bons diplômes et deviennent de féroces concurrentes sur le marché de l'emploi. La féminisation du système scolaire est donc bel et bien responsable du chômage. Cqfd. ■

Comme tant d'autres écrivains soviétiques, Isaac Babel a souffert intensément des contradictions et des crimes du stalinisme. "Cavalerie rouge", son œuvre fondamentale, a été publiée en 1925 suite à son expérience au sein du Premier régiment de cosaques du général bolchévique Semyon Boudienny, régiment qu'il avait rejoint en 1920 pendant la Guerre civile. Mais son expérience littéraire remonte à 1916, lorsqu'il a commencé à collaborer à la revue littéraire "Letopis", dirigée par le grand écrivain Maxime Gorki. Ce dernier fut son mentor initial et son protecteur politique de toujours. PAR LISANDRO OTERO

(1894-1940) La tragédie d'ISAAC BABEL

Babel était totalement passionné par ce qu'il faisait. Lorsqu'il ne parvenait pas à perfectionner un récit, il avait des palpitations cardiaques. Ecrire était pour lui aussi angoissant que

d'escalader un rocher à pic. Il avait besoin d'authenticité, il devait se nourrir d'événements réels qu'il transformait par la suite. Il avait le don de saisir les situations extrêmes des comportements humains, de les recueillir fidèlement

pour ensuite les transformer en œuvre littéraire.

Dès les premiers mois qui ont suivi la Révolution d'Octobre, Babel a collaboré en tant que propagandiste à la nouvelle agence de presse d'Etat ROSTA, qui deviendra plus tard l'Agence Tass. Il écrivit également pour le journal de la jeune Armée Rouge. Il collabora aussi avec la Tchéka (l'ancêtre du KGB) et se lia d'amitié avec le futur boureau stalinien Yagoda. A l'écrivain Mandelstam qui lui reprochait cette attitude, Babel répondait qu'il souhaitait ainsi se rapprocher de "l'odeur de la mort"...

En 1928, avec la contre-révolution bureaucratique stalinienne, son œuvre majeure, "Cavalerie rouge", a subi les foudres de la nouvelle caste dominante. Boudienny l'a accusé d'avoir menti sur les cosaques du Premier régiment. Il n'aurait jamais participé aux combats, selon Boudienny,

restant toujours à l'arrière-garde. La protection de Maxime Gorky allait se révéler utile, mais à partir de cette époque, Babel s'est muré dans un silence quasi-total duquel il n'a émergé qu'un court instant en 1934, lors du Premier congrès des écrivains soviétiques au cours duquel il prononça des louanges obligées à Staline.

En 1934, il s'enhardit en écrivant une œuvre théâtrale, "Mariya", qui fut dénoncée par la censure officielle et retirée des théâtres. Il a ensuite élaboré un projet de scénario de film avec Eisenstein qui n'a pas passé le cap de la censure et l'expérience fut abandonnée. Malgré tout, Babel a pu continuer à voyager à l'intérieur de l'URSS et à écrire des nouvelles que personnes ne publiait. Avec la mort de Gorky en 1936, Babel a su que des temps plus durs encore allaient commencer pour lui.

Ainsi, le 16 mai 1939, il est mis aux arrêts dans sa maison de Peredelkino, le "village des écrivains". Il demanda à sa femme, Antonina, d'avertir André Malraux mais l'une des accusations portées contre lui était justement qu'il avait été recruté par ce dernier au service des renseignements secrets français... Nous savons aujourd'hui, avec l'ouverture des archives soviétiques, que pas moins de 15 manuscrits et 18 cahiers de notes avaient été saisis lors de son arrestation et que ces œuvres se sont perdues à jamais. Parmi elles œuvres, une nouvelle était achevée, "Kolya Topuz", ainsi qu'un livre de récits, "Nouveaux contes".

En prison, Babel a demandé l'indulgence des juges afin qu'on lui per-

mette d'écrire une nouvelle où il décrirait le "chemin qui l'a amené à commettre des crimes contre l'Etat soviétique". Dans sa cellule de la Lubyanka, on l'a fait "avouer" qu'il avait entretenu des contacts avec des trotskystes au cours de ses voyages à l'étranger et qu'il était attiré par les ennemis de son pays, que son livre "Cavalerie rouge" était une œuvre qui exprimait un état d'esprit personnel et non "ce qui se passait réellement en Union soviétique", qu'il avait donné à André Malraux des informations sur la collectivisation agricole et qu'il avait été tenu au courant d'un complot visant à assassiner Staline et Voroshilov...

Le jugement d'Isaac Babel s'est tenu le 26 janvier 1940. Il a duré 20 minutes. Ses dernières paroles furent les suivantes: "Je ne suis pas un espion. Je n'ai jamais permis aucune action contre l'Union soviétique. On m'accuse faussement et on m'a forcé à accuser d'autres personnes. Je ne demande qu'une seule chose: laissez-moi terminer mon travail!". Le lendemain, à une et demie du matin, il fut exécuté. ■

Traduction de l'espagnol: La Gauche

Bibliographie en français:

Cavalerie rouge, suivi du *Journal de 1920*, Babel Poche, Actes Sud, 1997.
Chroniques de l'an 18, Babel Poche, Actes Sud, 1996.
Récits d'Odessa, Folio, 1979.
Le moulin chinois et autres scénarios, Gallimard, 1985.
Correspondance, 1925-1939, Gallimard, 1967.

C'est clair et net sur:

www.rebelion.org



Isaac Babel en 1920



Niché dans une ancienne fabrique de pianos, 3dstructure présente "Livresse#9", un festival qui se conçoit comme un carrefour d'artistes internationaux explosant les genres pour enfiévrer l'imaginaire. Cet événement brasse tous les publics et dédicace sa programmation à l'émergence de nouveaux créateurs, de nouveaux courants, de nouvelles tendances. PAR THIERRY TILLIER

Livresse neuvième chapitre:

Obsession

Du 15 au 17 avril 2005, plus de 30 invités arpenteront les travées du festival et seront réunis sous la bannière de l'obsession

Aujourd'hui festival incontournable du paysage francophone, le rendez-vous où tout mène au livre proposera pour la neuvième année consécutive un large éventail d'activités aux enrichissantes propriétés et multiples espaces.

De performances en expos, de conversations en projections, de la librairie au bar, Livresse enlaccera dans une ambiance hypersonique un public hétéroclite.

Au cumul des huit éditions précédentes, Livresse a accueilli près de

300 artistes internationaux. En créant de la sorte un secteur d'allégresse et de spontanéité où l'intérêt et la curiosité s'accroissent au fil des rencontres, où l'approche critique atteint son paroxysme, Livresse continue d'affirmer sa différence, hors du temps et des tendances calquées.

Cette année encore une salve d'auteurs passionnants pousseront les échanges jusqu'aux débats.

Prendront part à cette curieuse java d'images et de mots des "obsédés" du genre. ■

Au programme:

Art Plastique & vidéo: S Bosley (B), Delire (B), Aurélie William Levau (B), Wilmès Mascaux (B)

Courts métrages de et avec: Costes, Lisa Falour, Anne Van Der Linden (F), ...

Bande dessinée: Julie Doucet (Can), David Libens (B), Ilhan Manouach (GR), Pascal Matthey (B), Anne Van Der Linden (F), Aurélie William-Levau (B), ...

Edition: Aden (B), Discobabel (F), Institut Platon (F), Jean-Luc Fromental (F), Christian Marmonnier (F), Gilles Poussin (F), ...

Littérature: Bruce Benderson (USA), Grégoire Bouillier (F), Jan Bucquoy (B), Théophile de Giraud (B), Chloé Delaume (F), Jean-Luc Fonck (B), Hélène Frappat (F), Jean-Hubert Gailliot (F), Emmanuelle Jowa (B), Paul M. Marchand (Can), Scott Philips (USA), Isabelle Spaak (B), Jean-Pierre Verheggen (B), ...

Musique: Bronco Billy (B), Dj Rural (B), Electrosergio (I), Monsieur M (B), ...

Performances & Lectures: Bruce Benderson (USA) & Marie-Do Fréval (F), Chloé Delaume (F), Jean-Pierre Verheggen (B), ...

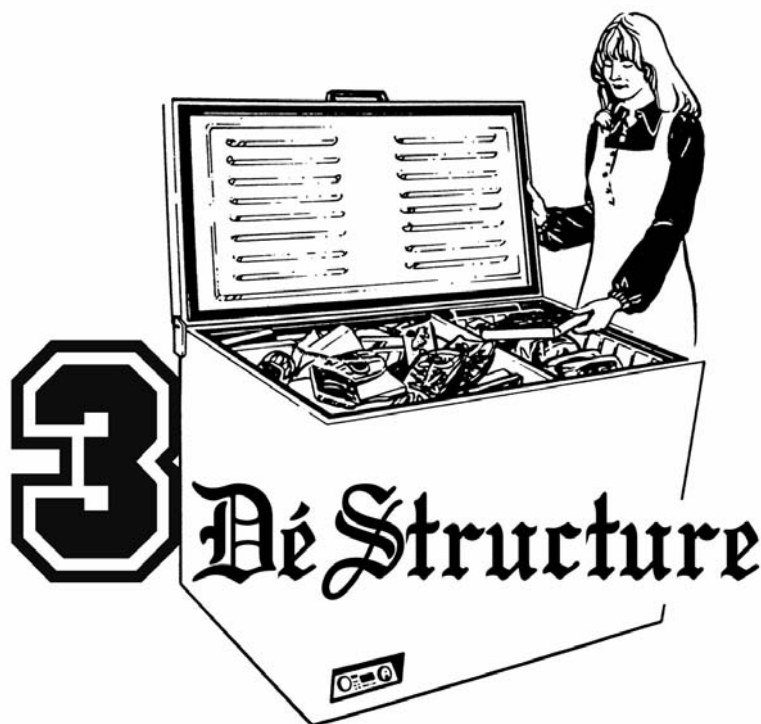
Les 15, 16 et 17 avril 2005

À 3dstructure, 9-10, Grand Place de Marcinelle, 6001, Charleroi.

Tél: 071/56.09.34

Mail: 3Dinfo@skynet.be

3 euros la journée / 5 euros le week-end



L'accord conclu au bout de plus de 100 jours de grève chez AGC Fleurus (ex-Splintex) ne peut être qualifié de victoire. On y met un petit peu de baume sur les plaies d'un long combat mais il n'est pas victorieux. Pourtant, ce combat mérite l'admiration de toute la classe ouvrière de Belgique et de toute l'Europe. Nous tenterons de dresser ici un premier bilan de ce conflit historique sur lequel il faudra revenir afin d'en tirer toutes les leçons nécessaires pour l'avenir des luttes. PAR ANDRÉ HENRY

Retour sur une grève HEROÏQUE

Les travailleurs d'AGC Fleurus nous ont donné une leçon de courage, de dignité et de fierté dans la lutte des classes d'aujourd'hui. Leur long combat nous interpelle sur le type de solidarité à mener à l'heure de la mondialisation capitaliste. Car cette solidarité doit être plus que jamais une participation active au combat quotidien des grévistes, elle ne peut pas se limiter seulement à une aide financière épisodique. Elle doit au

velés et la prépension à partir de 50 ans pour 72 travailleurs. La fameuse "liste noire d'indésirables" concerne quant à elle 80 travailleurs qui auront une prime de licenciement de 13.000 euros -une autre liste (la "grise") concerne une vingtaine de travailleurs qui seront soumis à un "examen de rentabilité" d'un an. Sur les 32 délégués protégés par leur mandat syndical, 14 voient leur protection levée et seront mis à la porte. Cette

question constitue un recul inadmissible de la part des organisations syndicales qui l'ont accepté car elle peut faire jurisprudence pour d'autres cas et constitue une atteinte gravissime aux libertés syndicales.

Un combat digne

Le long combat des travailleurs d'AGC doit retenir toute notre attention car il pose un jalon dans la voie du combat à mener

contre les entreprises multinationales. La multinationale Asahi-Glass a pratiqué une forme de délocalisation déguisée de la production des pare-brises latéraux, qui seront désormais produits en Italie et en Tchéquie. La volonté de cette multinationale était d'imposer également une augmentation drastique de la flexibilité et de la précarisation des conditions de travail. Pour y parvenir, elle devait donc absolument se débarrasser des militants syndicaux et des travailleurs les plus conscients de la nécessité d'un syndical-

isme de combat. Car AGC Fleurus est, par exemple, l'une des rares entreprises où l'utilisation d'intérimaires pendant 8,15 ou 30 jours n'existe pas. Les seuls statuts précaires sont des CDD, mais il n'y a pas de travailleurs intérimaires car cette politique d'embauche a toujours été refusée et combattue, avec raison, par la délégation syndicale. Or, pour obtenir le maximum de flexibilité, la multinationale a besoin d'employer des travailleurs intérimaires de manière hebdomadaire ou mensuelle. C'est ici que se trouve la raison principale et le cœur du conflit d'AGC, c'est ce qui explique sa longévité imprégnée d'une conscience de classe extraordinaire.

La défense -voire même la survie- de la démocratie et des libertés syndicales au sein d'une entreprise contre une direction arrogante et agressive était donc également étroitement liée à ce combat. Cela explique le caractère particulièrement laborieux des négociations et le chantage permanent de la part de la direction de fermer le site si son plan de restructuration n'était pas accepté par les travailleurs.

Tous les éléments ont été mis en œuvre pour briser la grève: installation par la direction d'un "téléphone vert" fonctionnant 24 heures sur 24; harcèlement des travailleurs et de leur famille à coups de téléphone, de SMS et de lettres; appel aux tribunaux pour imposer des astreintes de 5.000, puis de 7.500 euros par jour et par homme; intervention de la police fédérale et occupation de l'entreprise par cette dernière... sans oublier l'intervention des autorités politiques....

Un Comité d'alerte au service du patronat

Le rôle du monde politique, et partic-



contraire être partie prenante et intégrale de la lutte et ce à l'échelle nationale, européenne, internationale.

Le contenu de l'accord

Le 2 décembre 2004, la direction avait annoncé sa volonté de licencier 284 travailleurs et cela sans aucun accompagnement social. La grève a tout de même eu pour résultat une petite avancée sur cette question en portant le nombre de licenciements à 249: 77 contrats à durée déterminée ne seront pas renou-

ulièrement celui d'un PS hégémonique en Wallonie, a été des plus néfastes pour la grève. Le président du PS, Elio Di Rupo, avait, avant même de désigner ses partenaires au sein des gouvernements régional et communautaire au lendemain des dernières élections, consulté les organisations syndicales et patronales wallonnes pour leur faire signer un "Contrat d'Avenir". Le but de ce dernier était de rendre l'économie wallonne plus attractive pour les investisseurs, ce qui impliquait de maintenir coûte que coûte la "paix sociale". La logique est toujours la même: en créant un "climat" favorable aux investisseurs, on va créer de l'emploi. Mais cette "paix" n'est pas la même pour tout le monde puisqu'il s'agit de museler les revendications et les luttes des travailleurs tout en donnant les mains libres aux patrons pour restructurer comme ils l'entendent. En se mettant ainsi au garde à vous devant le patronat, le PS et les autorités wallonnes mènent une politique destructrice et non créatrice d'emplois.

C'est dans ce cadre que Di Rupo a mis sur pied un "Comité d'alerte" réunissant les représentants politiques, syndicaux et patronaux wallons et dont l'objectif est de prévenir, désamorcer ou étouffer au plus vite tout conflit social qui pourrait "entacher" l'image de la Wallonie aux yeux des investisseurs. Ce Comité a joué de tout son poids un rôle plus que néfaste contre les intérêts des travailleurs d'AGC Fleurus. C'est ainsi que, dès le premier jour de la grève à Splintex pendant lequel les travailleurs avaient

séquestré la direction, le Comité d'alerte s'est réuni d'urgence sous la présidence du Ministre PS de l'Emploi Marcourt avec des responsables syndicaux et patronaux. Ce fut là le premier acte de collaboration de classes en faveur du patronat car il s'agissait, dès le départ et selon les propres termes de Marcourt, de "sauver les 500 emplois restants". Bref, ce Comité avalisait tel quel le plan de la direction et n'avait d'autre but que de l'imposer aux travailleurs en cassant la grève.

Par contre (second acte) lorsque les astreintes ont été unilatéralement imposées aux travailleurs, ce même Comité ne s'est nullement réuni en urgence. Pire, le silence fut assourdissant de la part des autorités politiques, PS en tête, face à cette ingérence inadmissible des tribunaux dans un conflit social. Deux poids, deux mesures...

Le troisième acte fut tout aussi odieux. A l'unisson avec une presse déchaînée ayant perdu toute trace d'objectivité, il s'agissait de salir l'image des grévistes afin de les mettre sous pression, de les isoler. C'est ainsi que le ministre-président wallon Van Cauwenberghe a multiplié les déclarations stigmatisant les grévistes, en les qualifiant notamment de "taches noires" pour l'image de la Wallonie, sous-entendu bien sûr pour les seuls beaux yeux des investisseurs capitalistes. Que des directions d'entreprises ou de multinationales licencient à tour de bras, cela ne semble pas entacher cette image, par contre, les organisa-

Où étaient les alterglobalistes?

Dans le long combat de ceux de Splintex, l'absence du mouvement altermondialiste a été remarquée. Même si un Appel de soutien a été signé par une série de personnalités alterglobalistes à titre individuel et d'associations telles que les ATTAC Tournai, Bruxelles et Liège, la nécessaire solidarité de ce mouvement ne s'est pas traduite par des actes concrets, significatifs et durables. Si le mouvement altermondialiste en Belgique est capable d'envoyer des dizaines de ses représentants à Porto Alegre, il doit être tout aussi capable de faire acte de présence au moins deux fois par mois à un piquet de grève à Fleurus. Il s'agissait pourtant d'un combat exemplaire contre une multinationale, contre la logique de la mondialisation néolibérale. ■ A.H

tions syndicales, les grèves des travailleurs qui s'y opposent seraient néfastes au développement économique et social de la Wallonie...

Quatrième acte: le Comité, Marcourt, Van Cau et Cie ont systématiquement appuyé le chantage odieux (un coup de bluff en vérité) de la direction d'AGC de fermer l'entreprise si le plan n'était pas accepté. Malgré le fait que des investissements publics aient permis la création de Splintex, il n'est venu à aucun moment à l'esprit de ces messieurs d'exiger de la direction le maintien de l'emploi.

Ces déclarations et les agissements du Comité d'alerte ont pesé lourdement (et c'était là leur but également) sur les

Chronologie de la grève

2000. Les travailleurs de Splintex connaissent une première restructuration qui provoque la perte de 300 emplois. Des travailleurs expérimentés sont mis en prépension et remplacés par des contrats précaires.

1er janvier 2004. Splintex Fleurus devient AGC Automotive Fleurus, une division de Glaverbel. Elle produit du vitrage automobile. Glaverbel est la branche européenne de la multinationale japonaise Asahi Glass, le premier groupe verrier mondial. Septembre 2004. Des rumeurs commencent à circuler à propos d'une restruc-

turation future. Il est difficile d'obtenir des informations. Les travailleurs font grève une semaine pour obtenir des réponses plus claires. Les contradictions ne manquent pas.

Octobre-novembre 2004. Les signes d'une restructuration s'accroissent. Les travailleurs voient avec inquiétude la direction augmenter les heures supplémentaires et engager des travailleurs précaires afin de constituer des stocks importants en prévision d'une grève.

2 décembre. Sans respecter la procédure "Renault" sur les licenciements collectifs,

la direction annonce une restructuration brutale: la suppression de 284 emplois (sur 840 emplois, soit un tiers de l'effectif), la fermeture d'un four, une augmentation de la flexibilité (travail en 5 équipes) et de la précarité (embauche d'intérimaires). Le plan prévoit une "liste noire" de travailleurs à mettre à la porte immédiatement et une "liste grise" de travailleurs à mettre à l'épreuve pendant un an. Tout comme en 2000, la direction invoque le manque de rentabilité; les travailleurs ne contestent pas les chiffres car c'est la gestion de la direction elle-même qui a conduit à cette situation. Ulcérés par l'attitude et les méthodes mafieuses et arrogantes de la direction,

organisations syndicales, singulièrement sur la FGTB de Charleroi qui s'est retrouvée isolée et prisonnière de ce Comité, afin d'empêcher une solidarité plus grande et plus active au niveau interprofessionnel, régional et au-delà. Les déclarations de Christian Viroux, permanent FGTB de la Centrale générale de Charleroi lors d'une conférence de presse sont sans équivoque à ce sujet: *"Depuis trois mois nous sommes harcelés, critiqués par les responsables politiques, tant Van Cau que Marcourt et les autres. En disant que nous détériorons l'étiquette de la Wallonie, que nous faisons fuir les investisseurs financiers, etc. En plus, nous sommes isolés dans la mesure où la CSC agit de concert et a accepté de négocier le plan, dès le mois de janvier"*.

Le Comité a également accentué les divisions entre les syndiqués CSC et FGTB, déjà latentes dans l'entreprise, au moment où l'unité du front commun était la plus nécessaire. Le CDH a ainsi fait pression sur la CSC afin de ne pas aller trop loin dans le conflit et de la pousser à accepter un plan patronal pourtant inacceptable pour tous les travailleurs, qu'ils soient à la CSC ou non. Dans cette question de l'intervention du politique



dans le conflit, il faut aussi souligner le rôle excécrable joué par les "conciliateurs sociaux" dépêchés par la Ministre fédérale SP.a Freya Vanden Bossche qui n'ont eu de cesse d'imposer des votes à bulletin secret.

Sur la grève

A contrario de cette image déplorable offerte par les autorités politiques, la grève des travailleurs d'AGC Fleurus fut admirable et extraordinaire à plus d'un titre. Tout d'abord dans sa longueur, dans sa détermination à refuser les pertes d'emplois, la flexibilité et dans sa volonté de vaincre. Malgré ce courage et cette ténacité exemplaires, il faut néanmoins tirer quelques leçons. Si cette grève avait démarré dès le début par l'occupation de l'entreprise, elle aurait davantage gagné en maturation organisationnelle et politique. Il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, l'occupation impose de par sa nature même le développement de l'organisation démoc-

ratique des grévistes (élections de commissions: finances, sécurité, maintien de l'outil, solidarité, etc.). Elle permet également, dès le départ, d'imposer un rapport de forces en faveur des grévistes car ces derniers se rendent maîtres de l'entreprise, de l'outil et par là de leur combat.

Un élément décisif qui a fait défaut était l'absence de l'élection d'un véritable comité de grève élu par l'assemblée générale de tous les grévistes quelle que soit leur affiliation et dont les élus sont révocables par celle-ci à tout moment. Un tel comité, de par son mode d'élection, aurait coupé court aux tensions entre CSC et FGTB. La grève aurait eu un caractère plus unitaire et plus combatif. Elle en aurait gagné en efficacité. Le fonctionnement d'un tel comité de grève, des différentes commissions liées à l'occupation, aurait donné naissance à des assemblées générales quasi-quotidienne. L'occupation de l'entreprise et l'élection d'un comité de grève sont deux atouts de première importance dans une grève car ils déterminent directement sur le rapport de forces.

Un autre élément sur lequel la grève n'a pas agi, c'est sur le terrain de l'interpel-

les travailleurs séquestrent la direction.

2-3 décembre. Le "Comité d'Alerte" est convoqué en urgence et pour la première fois à l'initiative du Ministre Wallon de l'emploi et de l'économie, Jean-Claude Marcourt

8 décembre. Une AG du personnel vote la poursuite de la grève en front commun afin d'exiger le maintien de l'emploi et le retrait du plan.

13 décembre. Tous les sièges Glaverbel de la région (Jumet, Roux, Lodelinsart, Seneffe) mènent une grève de 24 heures en solidarité avec Fleurus. Caterpillar, Sonaca et les TEC se joignent au mouvement. Plus de six mille travailleurs manifestent à Charleroi dans le contexte des négociations interprofessionnelles mais aussi en solidarité avec AGC Fleurus, les grévistes sont à la tête du cortège.

17 décembre. Face au refus de la direction de négocier sérieusement, l'AG des grévistes décide la poursuite de la grève.

22 décembre. Plus de 120 travailleurs accompagnent leurs délégués à Bruxelles pour une quatrième réunion de conciliation

23 décembre. La direction refuse de payer la prime de fin d'année et les chèques-repas. Elle menace de fermer l'entreprise si les grévistes ne reprennent pas le travail.

31 décembre. Plus de 250 travailleurs participent à un "réveillon syndical" au piquet de grève.

4 janvier 2005. A l'initiative du Comité de soutien, un film sur la lutte des verriers de Glaverbel-Gilly de 1975 est projeté devant 150 grévistes, suivi d'un débat avec André Henry.

10 janvier. Alors que l'usine est toujours occupée, l'AG du personnel refuse de négocier le plan de restructuration mais la CSC estime que le moment est venu.

13 janvier. Le tribunal de Première instance de Charleroi impose une

astreinte de 5.000 euros par personne empêchée d'entrer dans l'usine. Le lendemain, un huissier descend sur le site. Les conciliateurs du Ministère de l'Emploi fédéral de Freya Van Den Bossche décident d'organiser une consultation par courrier individuel.

18 et 19 janvier. La police fédérale intervient de manière musclée afin de déloger le piquet et de libérer l'entrée de l'usine, elle occupera en permanence l'entreprise à partir de ce moment-là. Le **19 janvier au matin**, moins de 150 briseurs de grève (des employés et cadres essentiellement) rentrent dans l'usine, sous les huées des grévistes.

21 janvier. Le résultat de la consultation imposée par les conciliateurs est annoncé: sur les 766 bulletins envoyés, 392 bulletins ont été recueillis dont 373 valables, parmi lesquels 213 indiquent "oui au plan" (57,10 % des bulletins), 156 "non" (41,8 % des bulletins). Bref, il

lation des responsabilités du pouvoir politique. Or, comme on l'a vu, ce dernier à joué un rôle de premier plan en faveur du patronat et contre les intérêts des grévistes. De plus, AGC Fleurus, tout comme les sites de Seneffe et de Lodelinsart, est née d'un long combat syndical entamé en 1975 par la fermeture de Glaverbel-Gilly et Lodelinsart. Ce combat, qui a duré jusqu'en 1984, avait imposé la reconversion, la création de nouveaux projets industriels dans le secteur du verre, dont Splintex. Ces entreprises ont donc gracieusement bénéficié de subsides publics de la Région Wallonne et du gouvernement fédéral. Il fallait donc que les organisations syndicales exigent des comptes aux responsables politiques sur leur gestion

de l'argent de la collectivité, leur imposer de maintenir l'emploi créé avec ces moyens publics au lieu de stigmatiser les travailleurs.

Nous reviendrons dans nos prochains numéros de La Gauche sur différents aspects de ce conflit qui restera marquant dans les annales du mouvement syndical. Deux leçons principales peuvent être retenues à ce stade :

1. Les travailleurs doivent imposer à leurs organisations syndicales, tant CSC que FGTB, de quitter le Comité d'alerte et de concertation le plus vite possible car il n'est qu'un instrument supplémentaire de collaboration de classes au service du patronat. Cette instance nous a été

imposée sans consultation préalable, la participation syndicale n'a été décidée que par les appareils.

2. L'utilité décisive devant l'arrogance patronale et pour renforcer le rapport de forces en faveur des grévistes d'occuper l'entreprise et d'élire un comité de grève en assemblée générale et révocable par cette dernière

3. Les travailleurs licenciés ont la volonté de rester unis. Ils constituent une précieuse avant-garde syndicale de combat qui ne doit pas se disperser. A cette fin, il faut lancer une lutte afin d'imposer aux autorités leur reconversion à travers la création d'une entreprise publique. ■

s'agit d'une victoire pour les grévistes car seulement 28% du total des travailleurs se sont prononcés pour le plan.

20 janvier. Le Comité de soutien aux grévistes organise une fête de solidarité à Lodelinsart avec près de 400 participant-e-s.

25 janvier. Plus de 3.000 personnes manifestent à Charleroi à l'appel de la FGTB contre l'intervention des tribunaux et de la police dans le conflit d'AGC-Fleurus. La CSC quant à elle refuse de s'y associer et mène une action symbolique la veille devant le Palais de justice de la ville.

11 février. La FGTB dénonce que, sur la liste des personnes à licencier, 18 travailleurs sont protégés par les élections sociales. Dans un nouveau geste de provocation, la direction élève le montant des astreintes à 7.500 euros.

18 février. Après 80 jours de grève, les grévistes réunis en assemblée votent à main levée le rejet d'un projet d'accord conclu le 16 février: 249 licenciements (85 "secs", 82 départs en pré-retraite, 77 CDD), maintien des cinq équipes de travail, de la liste noire et grise, etc. La presse se déchaîne contre les grévistes; "minorité extrémiste", "jusqu'au-boutiste" et "destructrice", grève "suicidaire"...

22 février. Une soirée solidarité avec des grévistes, avec André Henry et Jeanine Tips du Comité de soutien, est organisée à Bruxelles avec 80 participant-e-s. Une version courte réalisée par Avanti-Production/La Gauche et la Fondation

Lesoil du film sur Glaverbel-Gilly en 1975 est projeté. Un Comité bruxellois de soutien se constitue suite à cette soirée.

28 février. Un nouveau vote à bulletins secrets sur la nouvelle version du plan de restructuration - qui ne dénote en rien du précédent - a lieu. Ce vote est une nouvelle victoire pour les grévistes puisque, sur 687 participants au vote (91% du personnel), 57% (y compris les "jaunes" donc) s'est prononcé contre le plan. Par la suite, alors qu'il avait déclaré accepter de réviser en profondeur son plan s'il était rejeté "démocratiquement", le directeur Jean-Marc Meunier menace au contraire de démissionner.

10 mars. Au centième jour de la grève, une manifestation pour l'emploi est organisée à Fleurus par la FGTB avec la participation de près de 1.000 personnes. Le soir, un gréviste entre dans l'usine avec sa petite fille et y passe la nuit.

11 mars. En assemblée à Lambusart, les grévistes rejettent pour la troisième fois une nouvelle version du plan de "remodelage" de la direction qui ne contient aucune avancée. Les grévistes se rassemblent ensuite devant le site et les délégués FGTB obtiennent que l'entreprise soit fermée le week-end et que le plan soit révisé. Un comité de soutien se constitue ce jour-là à La Louvière.

12 et 13 mars. Van Cauwenberghe déclare que "le conflit est devenu irrationnel". Le dimanche 13, une pétition très médiatisée des jaunes organisés par la direc-

tion en soutien au directeur "démissionnaire" Meunier

14 mars. Le nouveau projet d'accord concocté le week end est présenté en AG. Il ne contient pas de changements fondamentaux mais les primes de licenciement sont augmentées. Les grévistes acceptent le principe de ce préaccord mais exigent de le sanctionner par un vote (après une assemblée) de tout le personnel. La direction se refuse à cela en l'absence de la CSC et cette dernière conditionne son accord à la signature du préaccord par les délégués FGTB. Les grévistes, furieux, se rassemblent devant le siège de CSC.

15 mars. Après des assemblées distinctes des grévistes à l'extérieur et des non-grévistes à l'intérieur du site, le vote à bulletin secret est tenu. Sur les 720 participants au vote, 62,40% (410 travailleurs et employés) se prononcent pour le plan et 37,44% (246 travailleurs) contre. 246 travailleurs quitteront l'entreprise. L'emploi des 556 restants n'est garanti que jusqu'en 2007. La flexibilité sera accrue pour ceux qui restent avec le passage à cinq équipes et l'alignement de la productivité sur celle du site italien de Roccaseca où les conditions de travail et de sécurité sont désastreuses. Deux jours plus tard, les travailleurs apprennent que le plan prévoit la suppression de l'assurance hospitalisation pour leurs enfants... ■

ATAULFO RIERA ET DOMINIQUE WAROCQUIEZ

Victoire partielle pour la "COLÈRE BLANCHE"

Cela fait déjà des années que le non-marchand est l'un des secteurs les plus combatifs du mouvement ouvrier. L'année dernière aussi, ce secteur s'est vivement défendu, avec l'espoir d'une bonne convention collective pour la période 2005-2009. Des dizaines de milliers de gens ont participé à la "colère blanche", autour d'un cahier de revendications légitimes. Après la grève de fin février-début mars, une victoire partielle a pu être engrangée. PAR MATTHIAS LIEVENS



photo: indymedia.be

Position difficile

Il n'est pas évident pour le non-marchand d'obtenir -en partie- satisfaction sur ses revendications. Sa spécificité affaiblit en partie sa position de pouvoir. Dans le privé, on peut faire très mal aux actionnaires en arrêtant le travail. Dans le non-marchand, on ne dépend que des autorités. Avec l'obligation d'assurer un service minimum, l'impact des grèves est encore plus limité. Le secteur doit donc surtout obtenir le soutien de l'opinion publique et d'autres secteurs de la classe ouvrière, comme un contact avec les patient/es. Cela l'oblige à avancer des revendications qui peuvent susciter une dynamique plus large dans la société ou avoir une fonction d'exemple: réduction du temps de travail (RTT) avec maintien du salaire et embauche compensatoire, par exemple. Ils peuvent aussi mettre sur le tapis la question du financement des services publics en général, et celle de la satisfaction

des besoins sociaux (par ex. le problème des listes d'attente dans les soins de santé). En outre, le degré de syndicalisation n'est pas très élevé chez les infirmier/ères; une grève est d'autant plus lourde à porter. Beaucoup de gens espéraient secrètement être réquisitionnés, et le gouvernement comptait sur une telle guerre d'usure.

Réactions inouïes

Les réactions du gouvernement face à la grève ont été inouïes. La proposition gouvernementale, qu'un budget d'environ 375 millions d'euro soit mis à disposition, a été rejetée à la quasi-unanimité par la LBC (équivalent flamand de la CNE, syndicat chrétien des employés). Le coup d'envoi de la grève a été donné le 26 février, et a été très bien suivi. Immédiatement, la ministre de l'emploi, Freya Vandebosche (sp.a), a réagi en refusant de négocier tant que la grève continuait. Les patrons

du privé peuvent toujours essayer de faire la même chose! Le ministre de la santé publique, Rudy Demotte (PS), a même parlé d'une "grève politique". L'unité entre le gouvernement et les directions des hôpitaux paraissait remarquablement forte. De même, la rapidité avec laquelle le gouverneur a réquisitionné le personnel a été sans précédent. Auparavant, la réquisition du personnel par la police était le dernier recours lorsque aucun accord ne voyait le jour par la négociation. Maintenant, on joue cette carte d'emblée et massivement. Malgré les grandes déclarations, les ministres ont dû très vite reculer: la volonté de casser la grève n'était pas à la hauteur de l'enthousiasme des grévistes.

Comptables

En posant la question de savoir si la revendication de RTT devait aussi valoir pour les comptables des hôpitaux, Verhofstadt a tenté une autre stratégie pour couper l'herbe sous le



Le capitalisme ne vous soigne pas !

Le développement du secteur non-marchand ne répond pas seulement à des besoins sociaux réels, mais peut aussi créer une masse d'emplois. Si des emplois sont créés, c'est bien dans le secteur des soins de santé. De 1973 à 2002, le nombre total d'emplois en Belgique, comptés en équivalents temps pleins, a chuté de 1 %. Le nombre d'emplois réels a néanmoins augmenté de 14 % parce que plus de gens (surtout des femmes) travaillent à temps partiel, avec perte de salaire. Cette augmentation de 14 % masque en fait une différence entre le secteur privé et le secteur non-marchand. Dans celui-ci, le nombre d'emplois a augmenté de 84 %, tandis qu'il baissait de 6 % dans le privé. Pourtant, beaucoup d'emplois pourraient encore être créés, car les besoins insatisfaits sont encore importants.

Le capitalisme se heurte ici à une énorme contradiction: dans les soins de santé, de même que dans l'enseignement ou les transports publics, peu de gains de productivité peuvent être réalisés, en opposition par exemple avec le secteur automobile ou celui des biens de consommation durables. Dans ces secteurs-là, les entreprises peuvent

atteindre des surplus de gains grâce à toutes sortes d'innovations.

Pour soigner un malade, il faut encore autant de temps et d'énergie qu'il y a cent ans. On ne peut presque pas rendre ce travail plus productif par l'usage de machines ! Le capitalisme se heurte donc à des obstacles : le marché se sature pour les biens traditionnels, comme le marché de l'automobile où l'on peut réaliser de forts gains de productivité, tandis que les nouveaux besoins peuvent difficilement être "industrialisés". Il existe de ce fait un fossé croissant entre les besoins sociaux (soins de santé, enseignement, transports publics, ...) et ce que le capitalisme peut produire. Cette contradiction fait surface tous les jours dans le discours des néolibéraux: celui qui achète une nouvelle machine à laver contribue à la relance économique. Par contre, celui qui se fait soigner dans un hôpital contribue à l'excès de dépenses de l'assurance maladie. Pour les capitalistes, certains besoins sont meilleurs que d'autres... Abolissons le marché ! ■

Pour en savoir plus, lire les travaux de Michel Husson (entre autres *Misère du capital*) sur www.hussonet.free.fr

Le pied du non-marchand. Les syndicats veulent que leurs revendications comptent pour tout le personnel, y compris pour le personnel de nettoyage et les comptables. En se focalisant sur ces derniers, Verhofstadt a tenté de ridiculiser les revendications: le ou les deux comptables de l'hôpital doivent-ils aussi bénéficier de la RTT? Présenter les revendications comme "irréalistes", c'était un essai conscient de caricaturer le mouvement. Malgré cela, la Centrale Générale (FGTB) a participé à fond à la grève.

Fondamentalement, le gouvernement craint naturellement qu'en réalisant une partie de ses revendications le non-marchand ne fasse réfléchir d'autres secteurs. Une victoire sur le plan de la RTT surtout représenterait une inversion de tendance par rapport à la voie néolibérale de réduction du pouvoir d'achat et d'augmentation du temps de travail (sou-

venons-nous des 40 heures!). Il manque à la "colère blanche" un argumentaire vraiment systématique en faveur d'une telle rupture. La revendication de RTT n'est, par exemple, qu'à peine liée à celle des 25.000 emplois supplémentaires. De toute façon, c'est en rapport avec le fait qu'il y a trop peu d'infirmier/ères pour trop de travail. Il ne s'agit donc pas tant de redistribuer le travail existant que de remédier aux besoins qui restent actuellement insatisfaits à cause d'un manque de personnel et de moyens. Pour le personnel d'entretien, de cuisine, etc., ce mécanisme de RTT avec embauche compensatoire pourrait jouer à plein.

C'est pourquoi la mise en œuvre des jours de RTT à partir de 52 ans pour le personnel "non-soignant" est un important pas en avant. Au lieu des actuels 60 % du personnel qui bénéficient déjà des jours de RTT, il y en aura 80 % et plus.

La réduction du temps de travail avec maintien du salaire et répartition du travail est le seul moyen de créer de nouveaux emplois (voir encadré). Le gouvernement craint que la "colère blanche" en fasse la preuve dans la pratique. D'autres secteurs poseraient des revendications similaires ("comme les infirmier/ères"), ce dont le gouvernement et le patronat ont peur comme de la peste. Ils veulent bloquer à tout prix la discussion sur la RTT. Plutôt faire des concessions sur la revendication de personnel extra, sur la pension supplémentaire et les fins de carrière, pour écarter la question fondamentale.

Le PS freine

Avec la figure de proue Walter Cornelis, la LBC est incontestablement à l'avant de la "colère blanche". La CGSP freine de façon assez saisissante. La grève de fin février-début mars a surtout été bien suivie dans

(Suite page 16)



GCAP:

“Nous voulons faire pression sur les gouvernements pour qu’ils éliminent la pauvreté et atteignent les Objectifs”

Lutter contre la pauvreté, oui mais comment?

Après plus de 20 ans de néolibéralisme et de globalisation, le niveau de pauvreté ne cesse de croître dans le monde. Lors du dernier Forum social mondial de Porto Alegre, plus de 12.000 personnes se sont réunies afin de lancer une campagne globale pour lutter contre la pauvreté, le "Global Call to action Against Poverty" (GCAP). L'intention est de forcer les gouvernements à agir pour atteindre les "Objectifs du millénaire" des Nations réunies, qui prévoient notamment de réduire de moitié la pauvreté dans le monde en 2015. Un tel défi est-il possible dans le cadre du système actuel ? Nous publions ci-dessous le texte de l'appel ainsi qu'un point de vue sur ces "Objectifs du Millénaire" exprimé par le président Hugo Chavez dans un discours aux Nations Unies en septembre 2004.

Appel des Objectifs du Millénaire:

A l'aube de ce XXI^e siècle, plus d'un milliard de personnes est pris dans le piège de la pauvreté. L'épidémie de SIDA continue à se propager. 40 millions de personnes sont aujourd'hui séropositives. 104 millions d'enfants ne fréquentent pas l'école primaire et 860 millions d'adultes -des femmes majoritairement- ne savent ni lire ni écrire. Pour beaucoup, la faim est une réalité quotidienne. Dans certaines contrées du monde, les femmes meurent encore en couches et les enfants en bas âge périssent de façon routinière -des décès que la prestation de simples soins de santé pourraient prévenir. 1,4 milliard d'individus n'ont pas accès à l'eau potable. Cette pauvreté est une violation des droits humains à échelle massive. Elle est exacerbée par l'injustice des règles commerciales qui maintiennent les gens dans la pauvreté. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme protège les droits de chacun-e à bénéficier d'un niveau de vie et de bien-être adéquat, entre autres à être nourri, habillé, logé et à recevoir des soins médicaux. La jouissance de ces droits est compromise par l'injustice des pratiques commerciales.

Les efforts pour s'attaquer à la pauvreté et entreprendre un développement durable, comme l'a promis la Déclaration du Millénaire, sont totalement inadaptés. Les gouvernements négligent trop souvent les besoins de

leurs citoyens. L'aide internationale fournie par les pays riches est inadéquate, à la fois sur le plan quantitatif et qualitatif. Les promesses d'annulation de la dette ne se sont pas concrétisées. Les pays riches n'ont toujours pas mis en oeuvre les nombreuses promesses qu'ils ont faites pour s'attaquer aux règles et aux pratiques commerciales injustes.

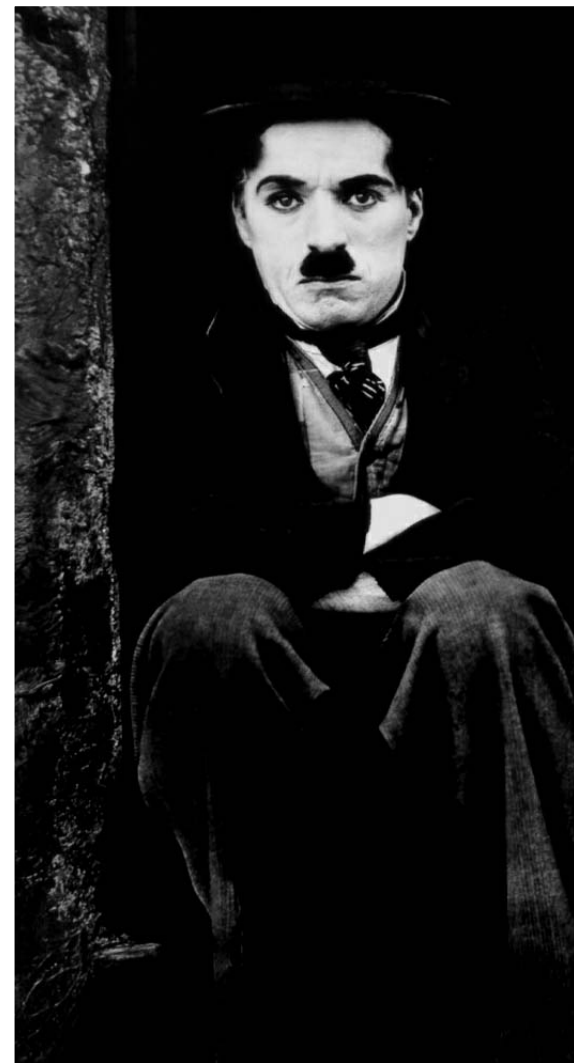
Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, nous disposons des moyens suffisants pour renverser cette tendance. 2005 est l'année pendant laquelle nous pouvons forcer les gouvernements à agir. Saisissant cette chance, un groupe d'ONG, de réseaux internationaux, de syndicats, de groupes religieux et d'autres acteurs de la société civile se sont rencontrés à Johannesburg et ont convenu de lancer une Action Mondiale contre la Pauvreté.

Ces dernières années ont témoigné d'une forte fragmentation à travers le monde. Jamais les gens ne se sont sentis aussi peu en sécurité. Mais nous pensons que le monde peut encore s'unir et démontrer sa solidarité contre la pauvreté. Nous avons convenu d'entreprendre une mobilisation commune lors de temps forts en 2005. Nous avons l'intention de relier toutes nos actions en utilisant symboliquement un bandeau blanc.

Notre groupe est constitué d'éléments très divers mais nous savons que nous serons plus efficaces si

nous travaillons ensemble. Nous ne chercherons pas à atteindre un consensus sans failles sur l'ensemble d'une plate-forme politique internationale; nous voulons faire pression sur les gouvernements pour qu'ils éliminent la pauvreté et atteignent les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Nous voulons:

- Des règles commerciales équitables
- L'Annulation de la Dette.
- Une augmentation significative de l'aide internationale sur le plan qualitatif et quantitatif.



Hugo Chavez: "Un monde sans affamés ni pauvres ne peut être atteint qu'avec un autre ordre économique et social"

- Des efforts à l'échelle nationale en vue d'éliminer la pauvreté et d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ces efforts doivent être maintenus, développés et réalisés de manière démocratique, transparente et responsable à l'égard des citoyens. ■

<http://www.whiteband.org/>

En finir avec la pauvreté ? Alors donnons le pouvoir aux pauvres

Hugo Chavez: Lutter contre la faim et la pauvreté est une noble action



qui ne peut que susciter le soutien et la sympathie de toutes les personnes qui, en ce 21e siècle, partout dans le monde, quelles que soient leur ethnie, leur sexe, leur religion ou leur nationalité, sont scandalisées par le gouffre existant entre les merveilleuses réalisations technologiques disponibles et la triste réalité de la faim et de la pauvreté pour des millions d'êtres humains. (...)

Toutes les actions qui contribuent à améliorer la vie de ceux qui souffrent de la faim et se débattent dans la pauvreté jouissent de la reconnaissance et de la sympathie de tous ceux qui, comme nous, constatent à quel point l'ordre économique et social qui engendre de telles réalités est injuste et irrationnel et qui comprennent l'urgence de le transformer afin d'éliminer la faim et la pauvreté et, plus encore, les causes qui les provoquent.

Il est angoissant de constater que les modestes "Objectifs de développement du Millénaire" ne sont pas en voie d'aboutir et encore moins dans leur dimension la plus dramatique et élémentaire qui consiste à réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes qui ont un revenu quotidien inférieur à 1 dollar et qui souffrent de la faim. C'est ce qui caractérise cet ordre économique mondial injuste, exploiteur et insoutenable, un système qui a pour but d'alimenter l'opulence de quelques uns en provoquant la pauvreté et la faim pour beaucoup.

Les propositions présentées par les chefs d'Etats ont le louable objectif de soulager la pauvreté et la faim en mobilisant des ressources financières supplémentaires. C'est une bonne initiative qui -si elle se réalise- améliorera le triste sort d'un nombre important de pauvres et d'affamés. Puisqu'elle prétend soulager la faim et la pauvreté, nous l'appuyons sincèrement, mais nous ne pouvons nous empêcher d'avertir qu'il est

nécessaire d'aller plus loin. Il faut surtout résoudre tous les maux qui génèrent chaque jour la faim et la pauvreté. Ils doivent être éradiqués et non simplement soulagés.

Il est nécessaire d'éradiquer la faim et la pauvreté. L'humanité compte sur les ressources nécessaires pour ce faire. Nous ne pouvons nous contenter d'adoucir ces maux, bien que cela représenterait déjà une amélioration de la situation actuelle. La faim et la pauvreté sont les résultats les plus douloureux d'un ordre économique mondial imposé par la globalisation néolibérale. Transformer cet ordre qui fabrique les pauvres et les affamés est l'action la plus effective et efficace que nous puissions réaliser.

Si l'Initiative était acceptée par ceux qui dominent cet ordre économique mondial et en tirent les bénéfices, quelques millions de dollars supplémentaires pourraient être destinés à tenter de palier le non-accomplissement des Objectifs de développement du millénaire. Cependant, cela est insuffisant. Nous aurons alors fait un pas en avant, mais la distance à accomplir restera encore très grande. L'objectif principal -un monde sans affamés ni pauvres- ne peut être atteint qu'avec un autre ordre économique et social, radicalement distinct de celui qui prédomine aujourd'hui. (...)

Si les pauvres ne participent pas aux décisions qui modèlent la vie sociale, s'ils ne sont pas les éléments actifs de la lutte contre la pauvreté, s'il n'existe pas de pouvoir politique qui s'occupe avec détermination et en mettant au centre de ses actions les pauvres et la lutte contre la pauvreté, si les pauvres eux-mêmes ne prennent pas une part importante à ce pouvoir politique, alors les ressources financières ne pourront être que des palliatifs, elles ne seront jamais des solutions. (...) ■

Traduction: La Gauche

les hôpitaux privés, souvent liés à Caritas. Les hôpitaux publics (surtout en Wallonie) ont beaucoup moins participé à l'action. La structure des hôpitaux y est plus basée sur les intercommunales, où les mandataires PS ont beaucoup à dire. En Wallonie, la CGSP est plus forte dans ce secteur et le poids du PS dans la CGSP est très important. Et le PS ne veut évidemment pas mettre "son" ministre en difficulté par une grève radicale. C'est pourquoi la CGSP n'a pas lancé d'appel à la grève. Au début de la grève, la centrale a publié un avis selon lequel "toutes les

pas en grève pour entendre que tout se complotte en coulisse! Beaucoup de gens sur le lieu de travail ne comprennent plus bien la division entre hôpitaux privés et publics; en fin de compte, tous les moyens viennent essentiellement d'un même pot. Si, après une semaine d'action, le gouvernement met 100 millions sur la table, la CGSP et la CCSP sont mises à nu! Jusqu'à présent c'est le silence radio sur ce front.

Une victoire partielle

Vandenbosche et Demotte ne pouvaient pas rester complètement aveu-

Le 13e mois complet exigé par les grévistes ne sera pas réalisé. La réalisation de cette revendication aurait pu inspirer le personnel de l'enseignement qui, lui aussi, exige depuis un certain temps un 13e mois. Il y a quand même une prime de 300 euros dans le premier accord, augmentée jusqu'à 400 euro dépendant du montant du salaire et liée à l'index. D'autre part, les ouvriers du secteur obtiennent après 5 ans le statut d'employés, et la représentation syndicale est garantie dans toutes les institutions à partir de 20 travailleurs. Enfin, la tentative du gouvernement de diminuer la prépension dans le secteur a été vaine.

Dans l'entreprise, les organisations syndicales devront être très vigilantes vis-à-vis de l'application des jours de RTT avec embauche compensatoire pour par exemple le personnel ouvrier. Sinon il n'est pas impossible que la pression du travail à accomplir soit compensée par des entreprises externes, par exemple des firmes de nettoyage. "Externaliser" dans le langage patronal, privatiser dans la pratique. Aujourd'hui déjà ces firmes sont de plus en plus présentes et fonctionnent dans beaucoup d'institutions en parallèle au personnel interne d'entretien. Et ce, évidemment, avec toutes les conséquences négatives sur le travail syndical.

La raison de cette victoire partielle est évidemment l'unanimité et la détermination des grévistes. Des dizaines de milliers de travailleurs ont participé aux actions et ont été presque unanimement soutenus par le personnel. La grève a été aussi élargie à de nouvelles institutions d'infirmier/ères et a gagné la sympathie de l'opinion publique. Pour éviter une augmentation de la radicalité et arrêter à temps la dynamique, le gouvernement a accepté. Mais les grévistes peuvent être fiers de ce qu'ils ont obtenu avec leur action. Ça montre que la lutte paie. Maintenant la lutte doit continuer pour l'application de l'accord et des négociations au niveau des régions. ■



photo: indymedia.be

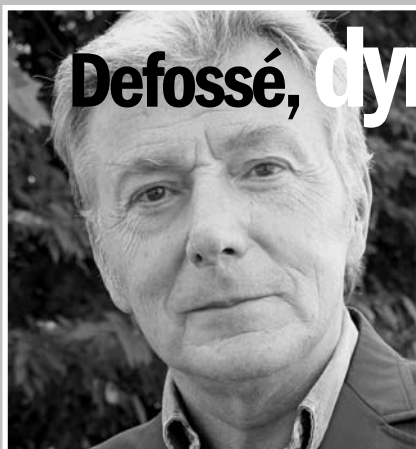
actions sont suspendues". La CGSP a même été plus loin en taxant le SETCa et la CNE de "plat opportunisme". Les hôpitaux publics flamands n'ont donc pas participé non plus à la grève. La CCSP de son côté a à peine tenté de contrer la CGSP et d'élargir la grève, et a aussi suspendu les actions. Vraisemblablement, elle ne voulait pas mettre en question l'acquis de l'augmentation du pécule de vacances pour le personnel statutaire.

À la CGSP, on disait même que la proposition actuelle du gouvernement serait la dernière, et qu'il ne céderait rien sous la pression. La CGSP était remarquablement sûre de son fait. En savait-elle plus grâce à ses contacts avec le PS et le sp.a? Cette curieuse position eut en tout cas un effet démobilisateur. Les gens ne partent

giles devant la pression du secteur. Les négociations avec les syndicats ont mené assez vite à un accord, où quelques revendications du personnel ont été prises en compte. L'enveloppe disponible a été augmentée de 375 à 471 millions d'euro.

En plus, le gouvernement avait déjà promis 10.000 emplois supplémentaires sans rien faire pour les rendre attractifs. Les travailleurs de ce secteur sont très conscients que leur situation est beaucoup moins rose que dans d'autres secteurs. Selon l'HIVA (Hoger Instituut voor de Arbeid, Institut Supérieur du Travail, KUL), l'arriéré salarial ne représente pas moins de 10,5 %. Le gouvernement devait alors quand même formuler une réponse à ce problème. Sinon, comment éviter que les étudiants fuient les écoles d'infirmier/ères.

Il nous regarde et nous demande: "Dites-moi: est-ce que la VRT a vraiment déjà montré tout cela?" Nous faisons "non" de la tête tous les trois, deux amis et moi-même. Cela fait déjà deux heures que nous discutons avec Jean-Claude Defossé, journaliste de la RTBF, de deux de ses enquêtes qui sont de la dynamite pure: "L'arrière-cuisine du Front National" (2005) et "La face cachée du Vlaams Blok". Quelques semaines après la diffusion de "L'arrière-cuisine du FN", ce parti a connu une importante dissidence. Un petit peu grâce à l'enquête de Defossé ? (*) Quoi qu'il en soit, le président du parti, Daniel Féret, veut la tête de Defossé et lui a intenté un procès ainsi qu'à la RTBF. PAR JAN PETER EVERAERTS



Defossé, dynamiteur de l'extrême droite

Bruxelles à une Flandre indépendante. Après cette enquête, tout le monde sait également que les chefs du Vlaams Blok sont impliqués jusqu'au cou dans le milieu de la collaboration et de l'adoration du nazisme. Des dirigeants du Blok qui -comme nous le montre un trésor d'images d'archives que Defossé a réussi à déterrer- ne craignent vraiment pas la violence.

"Un Peuple, Un Etat, Une Bière -la Bière Moortgat"

Il est dommage que "La face cachée du Vlaams Blok" reste... cachée pour la plupart des néerlandophones. Le problème est que la VRT ne veut pas le diffuser. D'après Jean Claude Defossé, c'est Siegfried Bracke, le patron de la VRT, qui aurait posé son veto en argumentant: "Nous avons déjà montré tout cela". "Quand ça ?" nous a demandé Defossé. "Vous avez déjà vu tout cela à l'image, toutes ces commémorations des vétérans du Front de l'Est, auxquelles sont présents Dewinter et C°, la photo du fils de Karel Dillen, fondateur du Blok, avec Léon Degrelle, les images de la violence du VMO (Ordre des Militants Flamands), et aussi de Dewinter ?". Mais non, nous n'avons pas vu cela à la VRT ...

Un programme qu'on ne verra pas non plus du côté néerlandophone est "Vlaamse choc" de Peter Boeckx. Mais ce n'est pas la peine de le regretter. La RTBF a par contre diffusé ce reportage fin janvier, suivi d'un débat polémique. Heureusement, car comme le dit Defossé: "ce reportage n'a rien montré d'autre que les beaux yeux de Dewinter. A la fin du débat, Boeckx a révélé quelque chose de plus intéressant: à une réunion du Blok avec quelques V.I.P.'s (du monde des affaires), il n'a pas eu la permission de rentrer avec eux pour

filmer. Malheureusement, le modérateur de la RTBF, André François, n'a pas creusé cette révélation. C'est pourtant ce qu'on a besoin de voir aujourd'hui: comment le patronat flamand soutient le Blok".

"Des millions le soutiennent". Vous vous connaissez cette affiche qui montre Hitler recevant dans sa main levée l'argent du grand patronat allemand ? Dans notre pays, il y avait jadis une autre affiche de la brasserie Moortgat que j'ai pu filmer l'été passé pour mon documentaire "Breendonk, terreur nazie en Belgique". Le texte disait: "En Flandre: Un Peuple, Un Etat, Une Bière: La Bière Moortgat - Breendonk". Qui nous montrera le lien actuel entre l'élite économique flamande et le Blok ? Pourquoi un journal comme "De Standaard" présente-t-il le Blok comme un parti normal ? Pourquoi fait-il sa publicité ? Pourquoi est-ce que le patron de la VUM (Vlaamse Uitgevers Maatschappij, grand groupe d'entreprises de média - qui est aussi actif du côté francophone), Thomas Leysen, permet cette publicité -sachant que son père a porté l'uniforme de la "Hitler-Jugend" mais a pris ses distances par après ? Qui nous explique que le Blok n'est pas seulement un danger à cause de son séparatisme et de sa xénophobie, mais aussi à cause de son programme économique à la Bush & Berlusconi (couper les ailes des syndicats, éliminer les programmes sociaux ...) et de son militarisme ? Voulez-vous des soldats flamands à Bagdad ? En faisant référence uniquement au nazisme, nous ne dévoilons qu'une petite particule du danger que représente l'extrême droite". ■

(*): Voir " Le Journal du Mardi", 15 février 2005: "Bal tragique au FN" : "La goutte d'eau qui a fait déborder le cloaque, c'est le reportage de Jean-Claude Defossé, 'L'arrière-cuisine du Front National', diffusée à la RTBF, le 12 janvier."

Ce que montre Defossé dans "L'arrière-cuisine du FN" est bien plus prenant que toute fiction. Les voyous du FN y paraissent ne reculer devant rien: les vas-et-vient opportunistes entre FN et Vlaams Blok, les menaces internes, les combines, les liens avec le nazisme et avec Degrelle, le chef historique des rexistes, ... Si jamais on me demande aux portes de l'Enfer quel documentaire je voudrais emmener, ce sera celui-ci !

Et pourtant "L'arrière-cuisine du FN" n'est pas l'oeuvre la plus forte de Defossé. Son tour de force s'intitule: "La face cachée du Vlaams Blok" et a été diffusé deux fois en 2004, juste avant les élections. Nous pouvons tous, francophones et néerlandophones, remercier la RTBF pour cela. La chaîne publique francophone a sans doute contribué à empêcher que le Blok, avec sa figure de proue Johan Demol, acquière à Bruxelles une majorité du côté néerlandophone.

Defossé montre très clairement, par son enquête formellement très accessible, quel club d'extrémistes de droite et de séparatistes flamands le Blok est réellement. Dans son documentaire, Defossé entre en discussion directe avec des francophones qui distribuent de la propagande bilingue du Blok à Bruxelles. Il leur demande s'ils sont au courant de ce que le Blok a en tête pour Bruxelles. "Et bien non". Chaque spectateur comprend par la suite que le Blok veut annexer

L'immigration en Europe depuis le milieu des années '70 est officiellement limitée au regroupement familial, au permis de travail exceptionnel et à la demande d'asile de plus en plus restrictive. Pourtant, le nombre de vagues de régularisation dans la zone des 25 s'élève à 26 depuis cette époque. Et les exceptions pour l'admission de travailleur-euses non européen-nes pleuvent.. PAR ERIC MATRIGE

appel discret à

L'IMMIGRATION

L'immigration légale est interdite dans les pays de l'Union depuis '74-'75. Seules des conditions exceptionnelles basées sur le bon vouloir des états permettent l'immigration -toujours pour des raisons économiques. Mais cela se fait dans la plus grande discrétion. La politique officielle des gouvernements est "la barque est pleine, ça suffit". Pourtant, la pratique des gouvernements des 25 se révèle être exactement l'inverse. L'appel à l'immigration est devenu un leitmotiv des politiques. Les raisons invoquées sont variées: besoin de main-d'œuvre spécialisée ou pour une période déterminée (JO d'Athènes), vieillissement de la population locale, ... Et la concurrence s'exerce de plus en plus entre immigration choisie et immigration extra-légale.

Les pays de l'UE (les 15 à l'époque) ont pratiqué 26 régularisations depuis le début des années '80, toujours pour normaliser les relations de travail et pour raisons humanitaires. Une et demi par an. Certains pays, comme la Grèce, expliquent qu'ils ne pourraient pas fonctionner sans immigration. Dans ce pays, d'après le gouvernement, 10,5% des travailleur-euses sont en situation illégale et, sans la présence de ceux-ci, l'économie et la sécurité sociale s'écrouleraient. Le gouvernement grec de droite, comme son prédécesseur "socialiste" ne s'occupe pas de la condition de ces travailleurs illégaux.

L'Espagne régularise

Le 7 février de cette année, l'état espagnol a lancé une vaste campagne de régularisation. D'après le premier ministre Zapatero, il s'agit d'"en finir avec l'emploi illégal, de faire affleurer l'économie souterraine et de mettre un terme aux coûts sociaux que provoque le travail clandestin". Le porte-parole du gouvernement pronostique la régularisation de 800 000 clandestin-es pendant sur trois mois. Les gouvernements allemand, français, italien ont protesté contre l'acte unilatéral du gouvernement espagnol. Cette décision politique est soutenue dans l'état espagnol par les principales fédérations patronales et les principaux syndicats. S'y opposent les organisations de défense des sans-papiers, le syndicat agricole Soc et la CGT.

Mais que contiennent ces propositions ? La régularisation se fait sur base individuelle (sauf pour les enfants à charge). Il est nécessaire d'être inscrit à la commune de domiciliation au moins six mois avant l'ouverture de la procédure de régularisation. En Espagne, jusqu'à aujourd'hui, l'inscription à la commune n'entraînait pas l'inscription à un registre central mais permettait de scolariser ses enfants.

La possession d'un casier judiciaire vierge en Espagne et dans le pays d'orig-

ine est une deuxième condition. Voilà un hic, sachant que l'appartenance à des organisations politiques, sociales ou syndicales peut être condamnable dans certains pays d'Amérique latine (les latinos constituent la majorité des immigrés en Espagne) et que le franchissement illégal de frontières est condamnable en Afrique du nord (franchir le détroit de Gibraltar sans papiers...).

La troisième condition posée par le gouvernement Zapatero montre bien la voie qui se dessine en Europe. Il faut être en possession d'un contrat de travail d'au moins six mois au moment de la demande de régularisation. Ce contrat devra être s'étendre ensuite sur une période d'un an. Des exceptions sont introduites pour le secteur agricole.

Le gouvernement socialiste lie cela à des mesures contre le travail en noir. Mais les amendes supplémentaires qui échoient à un patron ne représentent qu'environ 30% de la part non payée pour un travailleur-euse en noir. Pour un patron, quel est l'avantage à déclarer un travailleur clandestin ? Le gouvernement Zapatero ment: il promet la régularisation de 800 000 clandestins alors que les chiffres du ministère de l'intérieur et du travail parlent d'un million et demi de clandestin-es en Espagne. De plus, la régularisation ne fonctionne pas: on estime à 100 000 le nombre de

Marocain-es qui pourraient introduire une demande de régularisation et seuls 10 000 l'ont fait sur base des critères susmentionnés. Pour les organisations anti-racistes espagnoles, le chiffre avancé par le gouvernement ne sera jamais atteint et ne servira qu'à stigmatiser ceux qui n'ont pas obtenu le précieux sésame.

Et L'Europe

La commission européenne a pondu un livre vert sur "une approche communautaire de la gestion des migrations économiques" qui a été discuté en février par les ministres de la justice et de l'intérieur des 25. Ce livre est un mélange d'idées absurdes et rododondantes. Il vise "à lancer le débat public" sur l'immigration "par une approche ascendante plutôt que descendante". Tandis que l'objectif est d'harmoniser "les politiques envers tous les migrants économiques dans l'UE". En dehors de ce fatras de déclarations, de livres et de notes, l'UE a bien une politique migratoire. Certes, elle n'est pas encore unifiée mais, dans



chaque pays, elle résonne de la même façon. Il s'agit d'ouvrir les frontières de l'UE et des pays membres à une immigration économique.

Le débat se situe à deux niveaux. Comment faire passer la pilule d'une nouvelle migration après avoir dit pendant 30 ans qu'elle était impossible et inamissible, le taux de chômage restant extrêmement élevé. Evidemment, si l'on voit

cela sous l'angle de la concurrence entre travailleurs... L'autre débat est celui de la durée de l'immigration et du profit que les patrons peuvent en tirer. L'idée est simple: il s'agit d'instaurer une immigration CDD. Les travailleurs non européens viennent pour un job de plusieurs années et retournent à la fin de leur contrat dans leur pays d'origine. Et, lors de leur retour, la législation sociale redevient celle du pays d'origine. ■

La situation en Belgique

La Belgique n'a connu que deux régularisations depuis la fermeture des frontières. La première, en '74-'75 suite à une grève de la faim, a régularisé autour de 9 000 personnes qui séjournaient déjà en Belgique et qui, pour la plupart, avaient un emploi. Cette grève de la faim a généralisé pour les migrant-es et leur famille le permis de travail de catégorie C (renouvelable tous les 10 ans sans demande de l'employeur). Cet élément déchargeait les non-belges et non-européens d'avoir à trouver un patron avant toute demande de permis de travail ou de séjour.

La deuxième régularisation fut votée par la loi de décembre 1999. Lente d'application et pleine de pièges, elle fut obtenue suite à la pression des sans-papiers et des organisations qui les soutenaient. Elle a permis la régularisation d'un peu moins de 45 000 personnes, ce qui est loin des chiffres qui révèlent l'immigration clandestine et sa progression.

La grève de la faim des demandeur-

euses d'asile afghans en juillet-août 2003 à l'église Ste-Croix à Bruxelles a relancé la question de la régularisation. Le ministre de l'intérieur, P. Dewael, a du céder face à la détermination des grévistes et du comité de soutien. La régularisation de ces personnes était basée sur l'article 9.3 de la loi sur les étrangers de 1980 qui permet de donner un titre de séjour pour raisons exceptionnelles.

Mais, si Dewael a cédé cette fois, comme lors de la grève de la faim des iraniennes à l'ULB, il n'a eu cesse de remettre en question les accords signés avec les Afghans. Le 20 décembre 2004, les conseillers du ministre Dewael ont reçu les représentants du FAM (Forum Asile et Migrations) pour leur exposer les nouvelles options prises par le ministre. Il s'agit purement et simplement d'une remise en question des accords passés. Dans un premier temps, une différence est faite entre les personnes ayant introduit une demande d'asile avant 2001 et les autres. Même pour la première catégorie, des contre-indications sont

ajoutées. Il est aussi précisé dans cette note que le demandeur d'asile doit expliquer les raisons pour lesquelles il ne peut demander un titre de séjour à son pays d'origine (une procédure longue pour la demande d'asile étant prise en compte). La demande de l'application 9.3 se voit liée à l'abandon de la procédure d'asile. Pour rappel, l'application du 9.3 est laissée à la discrétion de l'office des étrangers et, en dernière analyse, du ministre.

La deuxième partie du texte concerne les demandes d'asile qui datent d'après 2001. Si les conditions de régularisation gardent les mêmes bases, les pièges se font de plus en plus nombreux. Le ministre exige la preuve formelle d'une volonté d'intégration (sic, et resic). La durée d'une procédure d'asile constitue un élément mais ce n'est pas suffisant. La régularisation suite à une longue procédure pour les dossiers introduits après le 01/01/2001 n'est accordée qu'à titre temporaire. Cette permission (sic) n'est valable que pour un an au bout duquel le demandeur d'asile devra prouver qu'il a trouvé un job... ■



LA GUÉRILLA dans les montagnes

Les Kurdes de Diyarbakir, la capitale du Kurdistan de Turquie, profitent d'une petite amélioration de leur situation. L'état d'urgence a été levé et l'asphyxie policière de la population a diminué. La musique et certains livres en langue kurde sont maintenant en vente libre. Mais cette ouverture démocratique reste très précaire.

REPORTAGE DE CHRIS DEN HOND DANS LES MONTAGNES DE QANDIL, NOVEMBRE 2004

Les émissions de GUN TV, une télévision locale kurde, ont été interrompues pendant un mois après qu'un politicien ait dit en kurde lors d'une émission en direct que "la Turquie devrait reconnaître la langue et l'identité kurde". La langue kurde est enseignée dans une école privée à Diyarbakir. Mais les élèves doivent avoir plus de 12 ans et l'enseignement en kurde ne fait pas partie de l'enseignement officiel, toujours en turc. Le gouverneur vient de porter plainte contre la pancarte à l'entrée: "dili" veut dire "langue" et, pour lui, le kurde n'est pas une langue mais un dialecte. Ces limitations à l'exercice de leurs droits culturels n'empêchent pas l'immense majorité des kurdes de souhaiter que la Turquie devienne membre de l'Union européenne, en espérant que le petit dégel actuel fasse naître un jour le printemps de Diyarbakir. Mais pour y arriver, il faudra une vraie solution à la question kurde. Et cela passera nécessairement par une prise en compte de la guérilla du Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK, aujourd'hui appelé Kongra Gel.

Pour mieux connaître cette guérilla et ses objectifs, nous traversons la frontière turco-irakienne dans un paysage

qui sent le pétrole et nous passons divers postes de contrôle. Ensuite, nous rejoignons un camp de guérilla du PKK dans les montagnes de Qandil, la frontière naturelle entre l'Irak et l'Iran. C'est ici que s'entraînent des milliers d'hommes et de femmes, considérés par les Etats-Unis et par l'Union européenne comme de dangereux terroristes. C'est ici que, depuis 20 ans, une guérilla kurde défie l'armée turque, la deuxième armée de l'OTAN. Il y a pas mal de nouvelles recrues, inexpérimentées, mais déterminées à libérer la patrie. D'autres, qui ont à peine 25 ans, sont déjà membres depuis plus de 10 ans du PKK. Ruken est la commandante du camp. Son regard est moins joyeux que celui des nouvelles recrues. Elle a vécu des choses pénibles. La plupart de ses amis sont morts au combat. "Nous ne voyons pas de raison de nous traiter de terroristes, déclare Ruken. Nous ne sommes pas non plus une minorité. Il y a 40 millions de Kurdes. Nous ne pouvons pas jouir de nos droits légitimes comme la langue maternelle et la culture. Si les gens pouvaient vivre normalement, nous n'aurions pas besoin de la guérilla. La guérilla correspond pour nous à une période déterminée. Tant que nos droits légitimes ne nous sont pas accordés,

la guérilla luttera pour les obtenir. On parle de réformes, mais cela se limite aujourd'hui à une demi heure de diffusion à la télé en langue kurde sur la télé turque officielle. On invoque les cours en langue maternelle, mais c'est trop insignifiant pour parler de réforme".

"J'ai souvent participé aux opérations avec l'ennemi face à moi, poursuit Ruken. Une centaine de mes camarades sont morts à côté de moi. Le plus difficile à vivre, c'était quand ils jouaient avec les cadavres. Ils se jetaient sur les cadavres, surtout sur les femmes. Ils les coupaient en petits morceaux, ils arrachaient leurs oreilles, leurs yeux. C'est toujours très dur pour moi. Ils ont fait ça à beaucoup de guérilleros: ils arrachaient leurs pieds et leur mains. Si tu tues une personne, pourquoi arracher ses oreilles, ses yeux, ses pieds et ses mains ? Il y a beaucoup de violence, spécialement de la part des commandos spéciaux. La majorité de ces commandos spéciaux utilisent des narcotiques et ils n'ont plus des sentiments humains. Quand une personne leur tombe entre les mains, même si elle est blessée, ils la torturent jusqu'à la mort. Moi j'ai vu ça de mes propres yeux. J'entendais les

hurlements". Sidar, commandant du camp, ajoute: "Ce qu'on appelle les "critères de Copenhague" ou "l'évolution démocratique en Turquie", c'est une goutte dans l'océan. Il y a un problème kurde, mais les gestes qu'ils font pour tenter de le résoudre sont minimes. Il y a encore kilomètres à parcourir. Les opérations militaires continuent, la volonté de nous exterminer est toujours la même. Il a été prouvé à maintes reprises que la guérilla ne peut pas être détruite. Nous avons déjà passé cet examen. Nous sommes fortement enracinés dans le peuple. S'ils veulent exterminer la guérilla, ils doivent exterminer le peuple. Et ça, c'est impossible".

Le départ est émouvant. Nous avons passé deux jours et deux nuits avec les camarades. Dormir sur le sol était dur, mais on s'y habitue vite. Des amitiés se sont nouées et il est difficile de les laisser derrière nous. Nous avons rendez-vous avec la direction politico-militaire de la guérilla qui veut avoir son mot à dire sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. La situation politique est très complexe et on discute beaucoup de la meilleure tactique à adopter.

Duran Kalkan, l'un des fondateurs du



PKK, rappelle que c'est la guérilla qui a contribué à obtenir une atmosphère positive en déclarant un cessez-le-feu ces dernières six années. Il admet que la Turquie, dans sa longue marche vers l'Union européenne, a modifié quelques lois. Mais elle continue à nier l'existence de l'identité kurde. Pour Duran Kalkan, ce n'est pas la guérilla qui fait obstacle à de vraies réformes, mais la mentalité arriérée de l'Etat turc.

Pour Murat Karayilan, l'attitude de l'Europe est contradictoire. Leyla Zana et les partis politiques kurdes HADEP et DEHAP sont acceptés par les

Européens comme interlocuteurs valables. Mais que le groupe qui les a créés et soutenus, le PKK, est en bonne place sur la liste européenne des organisations terroristes. Murat Karayilan nous explique qu'ils veulent faire tous les efforts nécessaires pour stimuler le processus de démocratisation en Turquie. Ils demandent aussi que l'Europe s'implique d'avantage pour aider à résoudre la question kurde au lieu de criminaliser une partie du mouvement. Tant que le peuple kurde n'aura pas obtenu ses droits, la guérilla continuera à lutter à ses côtés. ■



Le PKK est créé en 1978. A ses débuts, il ne se distingue pas de plusieurs petits groupes d'extrême gauche existant de Turquie ou du Kurdistan. En 1980, avec le coup d'Etat militaire en Turquie, des milliers de militants sont jetés en prison, torturés ou froidement exécutés. Au Kurdistan de Turquie, il n'est plus possible d'organiser des activités politiques. La direction du PKK s'installe alors au Liban où elle noue des liens forts avec les fedayin palestiniens. Après 1984, les confrontations s'intensifient entre les guérilleros kurdes et l'armée turque. Des

groupes de la guérilla attaquent de petites bases militaires. C'est à cette période que le PKK obtient un soutien de masse. Beaucoup ressentent pour la première fois qu'une organisation kurde les défend. La guérilla contrôle des villes entières. L'armée turque commence à brûler des villages: 4 000 au total. Des politiciens, des écrivains, des journalistes kurdes de premier plan sont tués par des commandos spéciaux turcs. Au début des années 90, Israël et les Etats-Unis apportent un soutien important à la Turquie en termes de technologie militaire. La direction du PKK prend conscience qu'une victoire militaire sur l'armée turque sera extrêmement difficile.

En 1993, le PKK déclare son premier cessez-le-feu. En 1995, les Kurdes créent

leur propre télévision par satellite, MED TV, près de Bruxelles. La lutte kurde devient aussi une guerre médiatique.

En 1998, Abdullah Öcalan déclare un deuxième cessez-le-feu. Il sera obligé de quitter la Syrie, sous pression de la Turquie qui utilise l'arme de l'eau. Les pays européens, trop frileux pour s'impliquer, refusent tous de l'accueillir. Öcalan sera kidnappé au Kenya et transféré dans une prison turque. Tous les Kurdes, qu'ils soient pro ou anti PKK, ont vécu ce kidnapping comme une véritable gifle. Depuis, la guérilla s'est retirée du Kurdistan de Turquie sans se désarmer ou se dissoudre. La revendication centrale de la guérilla est l'octroi par la Turquie des droits nationaux et culturels à la population kurde. ■

Bref historique du PKK

Les élections législatives du 20 février dernier au Portugal ont vu une progression significative du vote antinolibéral et anticapitaliste avec les scores pour les moins excellent de nos camarades du Bloc de Gauche (Bloco de Esquerda, BE). La Gauche a rencontré Miguel Portas, député européen du BE. INTERVIEW PAR CHRIS DEN HOND

Le socialisme comme pratique quotidienne

Comment expliquez-vous la percée de la gauche au Portugal ?

Miguel Portas: C'est avant tout le résultat d'un grand mécontentement populaire par rapport à la politique libérale. Les deux principaux partis de droite ont perdu beaucoup de voix en faveur du parti socialiste qui obtient la majorité absolue au parlement. Au Bloc de Gauche, nous triplons presque le nombre de nos élus en passant de trois à huit.

Pour les électeurs, quelle est la différence entre le Bloc et le PS ?

Le thème de l'Europe n'a pas été un thème direct, parce que la situation sociale au Portugal est la pire de ces 15 dernières années. Les gens sont très préoccupés par leur situation quotidienne. La question de la constitution européenne sera soumise à un referendum encore à venir.

Comment va le Bloc de gauche cinq ans après sa création ?

M.P.: Il y a une progression constante, d'élection en élection. Le Bloc est fortement implanté dans une grande partie de la jeunesse et des

gauche. Ils savent qu'il y a eu le trotskysme, le maoïsme ou le stalinisme, beaucoup s'intéressent à cette histoire car la mémoire est nécessaire pour agir dans le futur, mais nous ne tirons pas de nos histoires seules force d'une autre politique. Nous ne sommes pas nostalgiques. Au contraire, nous considérons que la rénovation de la gauche au Portugal, et même en Europe, dépend beaucoup de notre capacité à surpasser les nostalgies. Au Bloc de Gauche, il y a beaucoup d'adhérent-es qui viennent de l'ancienne extrême-gauche portugaise, mais il y a aussi des écologistes ou des socialistes de gauche. Le Bloc a réussi à dépasser la vieille culture d'extrême-gauche d'être persuadé d'avoir raison contre tout le monde. Nous, nous voulons gagner la majorité du peuple.

Pour nous, le socialisme est une pratique quotidienne. Ce qui nous intéresse est de savoir quelles sont les propositions à faire aujourd'hui qui permettent d'aboutir à une rupture avec la politique actuelle. Des propositions qui démontrent comment organiser différemment la société aujourd'hui et pour demain.

Est-ce que de nouvelles générations prennent des responsabilités dans la direction du Bloc ?

M.P.: Les fondateurs du Bloc avaient plus de 40 ans en moyenne. C'était il y a cinq ans. Nous n'étions pas vraiment la génération '68, mais la génération de la révolution portugaise du 25 avril 1974. Aujourd'hui, le Bloc connaît une nouvelle vague de dirigeants qui ont entre 25 et 35 ans et, à mon avis, ils sont meilleurs que notre génération! ■



M.P.: La différence est très nette. Les socialistes ont excellé dans le style "ne pas dire ce qu'on va faire une fois au pouvoir". Ils sont restés dans la vague. De notre côté, nous avons mis en avant très concrètement les mesures que nous voudrions prendre.

Quels ont été vos thèmes de campagne ?

M.P.: Nous avons mené campagne sur la politique d'emploi, sur la création d'emplois qualifiés, mais aussi sur la réforme fiscale par rapport à laquelle nous avons proposé des mesures pour introduire plus de jus-

trentenaires. Il a également augmenté son influence dans le monde des salariés, et même parmi les retraités. Le Bloc, comme parti ou mouvement, est un peu atypique dans la tradition de gauche européenne, car c'est une force qui rassemble plusieurs courants politiques en son sein. Les différents courants idéologiques - maoïstes, trotskystes, ex-PCP- coexistent au sein du Bloc. Ce qui unifie le tout, ce sont des propositions politiques concrètes à court et moyen terme.

Chaque adhérent garde son passé. Aujourd'hui, la majorité des adhérents sont tout simplement des gens de

Le dimanche 6 mars, 2.000 personnes, travailleurs et sympathisants, ont défilé dans le centre de Barcelone pour protester contre la fermeture de l'usine Miniwatt, du géant de l'électroménager Philips-LG. Après plusieurs vagues successives de licenciements, 320 emplois sont aujourd'hui menacés. A l'heure d'écrire ces lignes, la direction maintenait sa décision d'arrêter la production le 31 mars. PAR SÉBASTIEN BRULEZ, À BARCELONE

PHILIPS délocalise les Catalans RÉSISTENT

C'est à l'appel du Comité d'entreprise et du "Réseau contre la Fermeture des Entreprises et la Précarité" que les 2.000 manifestants ont défilé dans les rues de Barcelone. Ils se sont rendus jusqu'au Palau de la Generalitat (le siège du Gouvernement catalan) où les délégués syndicaux ont pris la parole. Parmi eux, Juan Montero, président du Comité d'entreprise et délégué syndical de la CCOO (Comisiones Obreras), le syndicat majoritaire chez Miniwatt: *"Nous exigeons le maintien de l'emploi dans les mêmes conditions salariales et sociales. Et si le gouvernement n'est pas capable de retrouver un emploi convenable pour chaque travailleur, qu'il nationalise l'entreprise !"*

Du pareil au même

Quelques jours auparavant, les travailleurs avaient remis leur proposition au gouvernement et à l'opposition. *"La réponse a été la même des deux côtés: ils disent que nous devons accepter le processus de rationalisation et faire des concessions. Opposition comme gouvernement suivent la logique du capitalisme néolibéral"* dénonce Juan Montero. Et le syndicat d'appeler au boycott des produits de la multinationale: *"Si Philips veut absolument aller chercher de la main d'œuvre moins chère ailleurs, qu'elle y aille mais qu'elle retire ses produits du marché parce que, nous, on n'en veut plus !"* Le 26 février dernier, 150 travailleurs avaient participé à une grève de la faim de 24 heures afin d'attirer l'attention des médias et du gouvernement sur la fermeture de l'entreprise.

Délocalisation massive

L'exemple catalan n'est malheureusement pas un cas isolé. La multina-

tionale Philips-LG prévoit de fermer progressivement tous ses sites européens de production de la vieille génération afin de développer ses nouvelles technologies en Asie, où la main d'œuvre est moins chère et les droits sociaux pratiquement inexistant. L'Autriche, l'Allemagne et l'Angleterre en ont déjà fait les frais. Philips justifie la délocalisation de Miniwatt en affirmant que l'entreprise n'est plus rentable. En réalité, la multinationale se refuse à y investir un seul euro de plus et espère repartir avec une somme avoisinant les 180 millions d'euros en spéculant sur la vente du terrain qu'elle occupe actuellement et qui lui avait été cédé gratuitement lors de son installation en Catalogne afin de favoriser la création d'emplois.

Syndicalisme solidaire

L'histoire des ouvriers de Miniwatt s'inscrit dans un syndicalisme démocratique, solidaire et de combat. Ils ont été de toutes les batailles, depuis les longues grèves de la "transition" de la

fin du franquisme jusqu'au luttes actuelles contre la mondialisation néolibérale. Durant les années 80, ils seront les premiers en Catalogne à organiser un référendum interne contre l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN. Les travailleurs participeront également activement au mouvement de solidarité avec la révolution sandiniste au Nicaragua. L'aile gauche du syndicat Comisiones Obreras est la plus forte au sein de l'entreprise. En pratique, ils ont toujours obtenu gain de cause lors des négociations salariales collectives.

Aujourd'hui, une nouvelle épreuve attend les travailleurs qui se mobilisent depuis plusieurs semaines. *"Le problème, confie Juan Montero, c'est que parmi les 320 travailleurs, il y a 90 travailleuses qui ont entre 45 et 50 ans. À cet âge là, il est impossible de retrouver du travail et ces femmes risquent de se retrouver sans rien."* Une marche au siège central de Philips-LG, à Madrid, était prévue pour le 4 avril. ■



"En 2000, Miniwatt comptait 1.050 travailleurs dont 400 jeunes à temps partiel qui travaillaient le week-end. Ces jeunes s'étaient parfaitement intégrés à la CCOO et nous les avons formés afin qu'ils constituent un jour la relève du syndicalisme alternatif de l'entreprise. Mais en mai 2001, après la fusion Philips-LG, les 400 emplois à temps partiel ont été supprimés. Nous avons

mené de grandes mobilisations, manifestations, occupation de la Bourse et 17 jours de grèves. Mais rien n'y a fait, les jeunes ont été licenciés. En 2002, Miniwatt fut mise en vente et rachetée, en 2003, par Business Creation. C'était une simple manœuvre de la part de Philips afin de pouvoir licencier sans écorner son image. Car quelques mois plus tard, 300 postes étaient supprimés par des départs à la retraite anticipée. Devant cette situation, la fédération du métal de la CCOO a entamé une action en justice contre la vente de Miniwatt. L'épisode se termina en octobre 2004 par le rachat de l'entreprise par Philips-LG." ■

Parler de crise sociale et politique et de situation d'"ingouvernabilité" est devenu relativement courant en Bolivie depuis le début du siècle. Ce pays de 8 millions d'habitants, le plus pauvre d'Amérique latine après Haïti, doit supporter un taux de pauvreté au niveau national de 58,6% - un taux qui atteint les 90% à la campagne où vit un peu moins de la moitié de la population. A l'instar de ses voisins, le pays est endetté (5.500 millions de dollars) et destine quasi 30% de son produit intérieur brut au remboursement de sa dette. PAR FREDERIC LÉVÊQUE

La Bolivie en ÉBULLITION

C'est en 1985, sur le cadavre du mouvement des mineurs, que la Bolivie est entrée de plein pied dans le néolibéralisme. Ce processus de privatisations et de libéralisation bénéficiera d'un relatif consensus au sein de la population, les discours semant l'illusion que les capitaux privés étrangers apporteront avec eux le développement et le bien-être. Après plus de quinze ans de bradage du pays, les illusions se sont évanouies face à la dure réalité. Le patrimoine public a été vendu, le niveau de vie ne s'est pas amélioré et la croissance promise n'est pas au rendez-vous.

On considère souvent que la première guerre de l'eau de Cochabamba, dans le département du Chapare, fut un moment-clé du réveil bolivien. En avril 2000, la population de cette ville, la troisième du pays, se soulevait et arrivait au terme de plusieurs jours de mobilisations et d'affrontements à forcer le gouvernement à expulser la transnationale Bechtel, qui avait pris le contrôle des services d'eau potable et des égouts de la ville. Depuis cet événement, les mobilisations sociales n'ont cessé de croître dans le pays. En juin 2002, émerge publiquement ce que l'on appelle couramment la "nouvelle gauche indigène". Evo Morales, leader syndical des remuants cocaleros, les cultivateurs de coca, plante traditionnelle des Andes, arrive deuxième à l'élection présidentielle avec son nouveau parti-mouvement: le Mouvement au socialisme (MAS).

Le mois de février 2003 est un autre moment clé de cette ascension des secteurs populaires. La volonté du gouvernement, sur l'injonction du Fonds monétaire international (FMI), d'imposer un nouvel impôt sur les salaires des tra-

vailleurs pour réduire le déficit fiscal, déclenche une révolte - l'"impuestazo" - qui verra jusqu'à s'affronter la police à l'armée et obligera le président Gonzalo Sanchez de Lozada, dit Goni, à fuir quelques heures le palais du gouvernement et à retirer son projet. La fuite du président ne sera retardée que de quelques mois. En octobre 2003, la volonté du consortium transnational LNG Pacific d'exporter le gaz bolivien vers le Mexique et la Californie via un port chilien déclenche une nouvelle rébellion qui, malgré la répression, prendra, au bout de quinze jours de manifestations et de blocages de routes, la forme d'une insurrection qui poussera Goni à la fuite, direction Miami.

Jouant le jeu de la légalité institutionnelle, les mouvements sociaux laissent le Parlement désigner un successeur. C'est le vice-président Carlos Mesa, célèbre journaliste bolivien, qui prend les commandes du pays. Il s'engage à respecter l'"agenda d'octobre" des mouvements sociaux: l'organisation d'un référendum sur l'exportation du gaz, l'adoption d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures et la mise en place d'une assemblée constituante.

En juillet 2004, le référendum est organisé. Les mouvements sociaux s'y présentent divisés, certains appelant au boycott. Le résultat est pourtant éclairant. L'écrasante majorité de la population se prononce pour la réforme de la loi sur les hydrocarbures (86,64%) et pour la récupération par l'état de la propriété des hydrocarbures à la sortie des puits (92,2%). Quant à la question sur la récupération d'un couloir d'accès à l'océan Pacifique -couloir que la Bolivie a perdu lors de la guerre du Pacifique contre le Chili-, elle n'a recueilli que 54,8%

des votes valides, ce qui démontre une fois de plus le travail de désinformation des entreprises de presse qui ont insisté sur la xénophobie de la population bolivienne par rapport au Chili pour expliquer la rébellion contre le Président Sanchez de Lozada en octobre 2003.

L'année 2004 fut également une période de mobilisations sociales dans le pays andin, même si les mouvements sociaux, divisés, notamment à cause de l'appui critique du MAS au gouvernement, subiront plusieurs revers à convoquer la population dans la rue. Si Carlos Mesa semble bénéficier d'une assez importante popularité dans les villes, sa volonté d'imposer une hausse, jusqu'à quasi 25%, des prix des combustibles a déclenché, dès les premières heures de 2005, la colère de la population. Le gouvernement entend ainsi obtenir de plus grandes recettes pour couvrir le déficit fiscal (5% du PIB) et respecter les engagements pris avec le FMI en décembre 2004.

Dans les départements de l'est bolivien, poumons de l'économie et des richesses du pays, le conflit sur les prix des combustibles a convergé rapidement, sous l'impulsion de secteurs patronaux ou liés à la grande propriété terrienne, avec les exigences d'autonomie que cette région avance depuis longtemps. Les classes dominantes aimeraient jouir de plus d'autonomie pour contrôler les richesses. Elles voient d'un mauvais oeil la réalisation d'une assemblée constituante où les mouvements sociaux paysans et indigènes des Andes pourraient imposer leur agenda. Cette crise fait craindre une "balkanisation du pays".

Parallèlement à ces mobilisations, "autonomistes" et contre l'augmentation des prix des combustibles, la population de El Alto



-ville-banlieue de La Paz d'un peu moins d'un million d'habitants, surtout indigènes en provenance de la campagne, et principaux protagonistes de ladite "Guerre du gaz" d'octobre 2003-s'est à nouveau soulevée à travers plus de 600 assemblées de quartiers contre la transnationale Suez qui contrôle les services d'eau potable de la ville. En moins de trois jours de blocage des routes, et de blocus de la Paz, les riverains ont obligé le gouvernement à mettre fin à la concession avec la transnationale française. Le conflit se poursuit car la population exige qu'une entreprise publique, sous contrôle populaire, gère les services.

Mais le nœud de la crise actuelle reste la loi sur les hydrocarbures. Et c'est autour de sa réforme que le pays vit un processus aigu et accéléré de polarisation. Le président Mesa a joué jusqu'ici un jeu d'équilibriste entre les pressions populaires de la rue revendiquant la récupération de la propriété des hydrocarbures par l'état et celles des secteurs économiques dominants qui s'opposent de manière décidée à toute mesure qui fragiliserait la propriété des entreprises transnationales. Le président a proposé une réforme qui, si elle réduit en effet plusieurs "privilèges" octroyés aux transnationales lors de la privatisation, ne touche pas au thème de la propriété. Le projet de loi augmente les impôts, mais seulement pour l'avenir et en fonc-

tion des volumes d'exportation des entreprises. Cette proposition n'est guère sérieuse quand on sait que les entreprises pétrolières doivent 600 millions de bolivianos (environ 56 millions d'euros) au fisc. A cette réforme, le MAS a répondu par un autre projet de loi qui récupère la propriété des hydrocarbures et augmente les royalties jusqu'à 50% (un montant fixe qu'on ne peut déduire de rien). Devant le refus présidentiel, Evo Morales a décidé de convoquer les mouvements sociaux à la "bataille finale". Le président a répondu aux mobilisations par une manœuvre en remettant en jeu son mandat au Congrès, argumentant qu'il était devenu impossible de gouverner le pays. La manœuvre a réussi. Avant que le Congrès ne se réunisse pour traiter l'affaire, Mesa fit signer aux partis traditionnels un accord par lequel ceux-ci s'engagent à traiter différemment la loi des hydrocarbures. Cet accord, rejeté par le MAS, éclaircit la donne. Alors qu'il voulait jusque là gouverner au dessus des partis, Mesa a organisé la recomposition de la droite autour de sa personne. L'ex-président Jaime Paz Zamora (1989-1993) a été très clair: *"Maintenant, nous savons que Mesa veut protéger le processus de capitalisation (privatisation) de son prédécesseur"*. Pour répondre à cette manœuvre, les différents mouvements sociaux, dépassant ainsi les nombreuses divisions des derniers mois, ont finale-

ment scellé une alliance pour imposer depuis la rue le respect de l'"agenda d'octobre". Ils ont ainsi reformé l'"Etat-Major du Peuple".

Alors que la Bolivie sombre dans la crise et que les blocages de routes se poursuivent, les événements s'enchaînent. Ce 16 mars, le président Mesa a proposé d'avancer au mois d'août les élections présidentielles et législatives, prévues normalement pour 2007. Le Congrès a rejeté sa proposition, ce qui pourrait pousser Mesa à vraiment démissionner. Le défi du mouvement social est de proposer une alternative car la droite, autour de Mesa ou de Quiroga -protégé de feu l'ex dictateur Hugo Banzer-, pourrait tirer son épingle du jeu face à la fragmentation des mouvements populaires. Une division qui est à la fois géographique, idéologique et, il faut le reconnaître, liée aussi à des conflits personnels entre leaders. Le Mouvement au socialisme, souvent considéré comme la principale alternative politique à l'étranger, n'est pas exempt de critiques et ne fait pas l'unanimité, loin s'en faut, au sein des mouvements sociaux. Il reste en plus surtout un mouvement implanté à la campagne comme l'ont montré les dernières élections municipales. A suivre ... ■

C'est Clair et Net sur:
www.risal.collectifs.net

Trois grandes parties, 448 articles, 36 protocoles, 2 annexes et 48 déclarations déclinés sur plusieurs centaines de pages, tel se présente le "projet de traité instituant une Constitution pour l'Europe" (TCE) qui est censé s'appliquer à partir de 2009 aux 25 Etats et 450 millions d'habitants de l'Union européenne (UE). PAR DENIS HORMAN

Un non de gauche anticapitaliste et INTERNATIONALISTE

Ce traité constitutionnel a pour but d'entériner le cours ultralibéral de l'UE; de revalider avec le maximum de solennité les orientations des traités de Maastricht (1992) et d'Amsterdam (1997); de légitimer les politiques antisociales appliquées dans les différents pays de l'UE.

Les belles déclarations du TCE sur les valeurs de l'UE se heurtent systématiquement au principe directeur et contraignant, réaffirmé à travers 68 articles: "un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée". En cas de conflit entre ce principe et des arguments sociaux, écologiques ou démocratiques, le premier primera. Au lieu de l'Europe sociale et solidaire promise, c'est une Europe-puissance qui veut s'imposer.

Ce Traité "constitutionnalise" l'ensemble de ces politiques antisociales et les dites "avancées" institutionnelles apparaissent bien marginales face à la logique de l'architecture européenne: le parlement européen, seule instance élue au suffrage universel, reste cantonné à jouer les seconds rôles, sans capacité d'initiative législative (art. I, 26,2).

Ce traité est prévu pour une durée illimitée (art. IV, 446). Pour le réviser, il faudra l'unanimité (art. IV,343,3): un seul Etat peut tout bloquer. Et ceux qui font miroiter la possibilité pour un million de pétitionnaires en Europe d'imposer d'autres objectifs devraient relire attentivement l'article I, 47: ce droit de pétition ne permet en rien de modifier la Constitution.

Les directions syndicales, le Parti socialiste et Ecolo, qui en appellent régulièrement à "l'Europe sociale", mais qui n'hésitent pas à se prononcer pour un "oui de combat" en faveur du TCE, prennent la lourde

responsabilité d'enfermer le monde du travail et la population dans un carcan compromettant grandement toute avancée sociale. "Si nous rejetons le traité constitutionnel, ce sera le chaos", nous dit-on. D'abord, si le TCE est repoussé (et même accepté), l'Union européenne continuera de fonctionner jusqu'en 2009 et même après, selon les modalités institutionnelles actuelles. Cela laisse du temps pour la mise à plat des orientations actuelles. Et puis, la véritable impasse, le véritable chaos ne sont-ils pas plutôt provoqués par cette Europe-ci, telle qu'elle se construit. Et cette Constitution-ci n'en est qu'un redoutable accélérateur.

Aussi, le débat sur le traité constitutionnel ne peut être éludé, voire cadencé. La légèreté avec laquelle le parti socialiste a verrouillé toute possibilité de referendum ou consultation populaire est à ce propos bien inquiétante. Les mobilisations pour une autre Europe, combinées avec un rejet politique fort de la Constitution peuvent et doivent ouvrir une crise permettant précisément de reprendre la construction de l'Europe sur d'autres bases et d'imposer d'autres politiques dans chacun des Etats membres. Car, à l'inverse de ce que vient encore d'avouer le Parti socialiste, dans sa résolution de congrès pour le "oui de combat" au TCE, il y a des alternatives à l'UE, telle qu'elle se construit. Avec d'autres organisations et mouvements sociaux, nous avons, à maintes reprises développé plusieurs de ces propositions. Ce que nous ne manquerons pas de faire à nouveau dans les semaines et les mois qui viennent.

Mais ce travail ne peut avoir un véritable impact qu'à travers la convergence de mouvements sociaux, de secteurs syndicaux, de partis de la

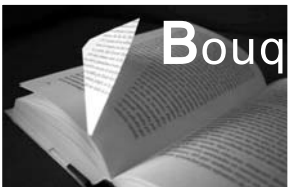
gauche radicale, de militants et militantes des organisations chrétiennes et socialistes qui partagent ces propositions alternatives au niveau national, européen, international. Contre la "stratégie de Lisbonne", contre la Directive Bolkenstein et le Traité constitutionnel, les travailleurs et les mouvements sociaux ne peuvent plus seulement lutter pays par pays.

Face au néolibéralisme triomphant, il s'agit également de donner une expression et un débouché politiques au mécontentement et à la radicalisation sociale. Il s'agit d'imposer, au niveau national et européen, un changement de cap politique. A l'exemple de ce qui se passe dans d'autres pays européens, nous voulons œuvrer également en Belgique à la constitution de regroupements politiques capables, dans la rue et les urnes, de traduire politiquement les revendications et les aspirations des mouvements sociaux radicalisés.

Dans l'immédiat, nous appelons tous et celles qui disent "Non à ce traité constitutionnel pour construire une autre Europe" à continuer ensemble un travail d'information en profondeur sur ce projet ultralibéral, à interpeller le mouvement syndical pour, que, à l'exemple de la CGSP, les organisations syndicales prennent toute la mesure de la bombe à retardement placée dans ce super Traité, à augmenter la pression sur nos représentants élus dans les différents parlements. Car, faute d'un verdict des citoyens et citoyennes, c'est à eux qu'il appartiendra de se prononcer, en toute connaissance de cause, espérons-le, sur ce "projet de Traité instituant une Constitution pour l'Europe". ■



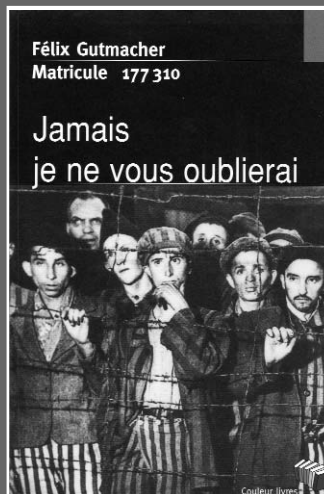
En Estonie et en Lettonie, sous couvert de célébrer un nationalisme "anti-communiste", les autorités de ces pays n'hésitent pas à réhabiliter le nazisme. En Estonie, un monument en hommage aux estoniens ayant combattus en 40-45 "contre le bolchévisme" sous l'uniforme nazi a été érigé (photo) et une commémoration officielle des volontaires estoniens dans la SS se tiendra le 8 mai prochain à Riga. C'est également sous l'instigation des pays baltes et de la Pologne qu'une proposition d'interdiction du symbole du marteau et de la faucille a été faite au sein des institutions européennes! (source: www.redvoltaire.net)



Bouquinages

"Mémoire d'une vermine", Trillo et Saens Valienté Editions Albin Michel, 13,6 euros. Plus flic pourri que Luchito Lassabia, faudrait se lever tôt pour en trouver en rayon. Antihéros-né, il sévit à Santa, ville tropicale où narcotraficants et disparitions d'opposants politiques sont monnaie courante. Bien entendu, cette "vermine" que son entourage surnomme "la galle" et qui n'en finit pas de se grater, contrôle aussi la prostitution locale. Un salaud qu'un avocat va s'efforcer de piéger; mis au parfum le lieutenant se lancera dans une entreprise de démolition démoniaque de Me Ferrer, en utilisant la pieuse épouse de celui-ci.

Un récit épique pour dénoncer les abus de pouvoir qui s'exercent sous tant de cieux latino-américains, la Santa de "mémoire d'une vermine" s'inspirant visuellement de certains quartiers de Buenos Aires, de São Paulo, de Bogota. Pour son scénariste l'Argentin Carlos Trillo: "cette histoire est absolument réaliste pour ceux qui vivent en Amérique Latine. La satire, le grotesque, le côté caractériel, les libidos déréglés, les perversions et les victimes font partie intégrante de la réalité". Et le scénariste d'ajouter: "Labassia, lui-même, est un personnage bien réel: les anciens bourreaux et kidnappeurs des dictatures militaires n'affectent-ils pas de se présenter comme des policiers ou des militaires exemplaires? Et ce, pendant que les grands-mères de la place de Mai,



pour donner un exemple d'une incroyable dignité, cherche encore des petits fils assassinés par des gens comme Labassia qui vivent submergé par le mensonge camouflant leur véritable origine". Un album dessiné et coloré d'une façon expressionniste par un argentin de 22 ans Juan Saenz Valienté. ■ ERIC MATRIGE

"Jamais je ne vous oublierai", Félix Gutmacher, Matricule 177.310, éditions Couleur Livre 2005, 160 pages, 15 euros. Félix Gutmacher a été arrêté le 4 septembre 1942 par la Gestapo pour le seul fait d'être "né Juif". Il a 16 ans. Dans le cachot, il rencontre Frieda, une jeune fille de 18 ans arrêtée avec ses parents. Ils deviennent inséparables au camp de Malines, antichambre de la mort. Felix a passé près de trois années dans les camps de concentration dans des conditions de vie inhumaines. Il a survécu de justesse (33 Kg à la libération de Buchenwald le 11 avril 1945. Revenu le 8 mai 1945 à Bruxelles, il apprend que son père, déporté à Auschwitz ne reviendra pas. Avec pudeur et sincérité, ce livre est une leçon d'espoir et d'humanité qui nous révèle que l'homme est capable du pire comme du meilleur et que c'est quelques fois au travers d'une réalité tragique qu'il exprime le mieux ses sentiments les plus nobles et les plus beaux. ■



Plus de **80.000** manifestant-e-s
pour une autre

EUROPE!

Samedi 19 mars, la manifestation européenne à Bruxelles (qui rassemblait les organisations syndicales, la Marche des Jeunes et les mouvements sociaux et anti-guerre) a été un succès. Au total, au moins 80.000 personnes ont défilé. Sauf dans le cas de la Marche des jeunes prévue auparavant, c'est l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum social européen de Londres qui a placé cette manifestation à l'ordre du jour, les syndicats ayant embrayé à cet appel. A cet égard, la manifestation de samedi a été historique puisque c'est la première fois que la CES et les mouvements "alter" se retrouvent ensemble dans la rue. Ce qui ne masque pas les divergences: la CES ayant une position de soutien au Traité constitutionnel tandis que le "non" à ce dernier a été fortement présent au cours de la manif, notamment dans les gros cortèges ATTAC, CGT et SUD. Le POS, avec nos camarades français de la LCR, a distribué un tract bilingue au sur le prochain camp international de jeunes et un tract bilingue POS-LCR contre la Constitution et une autre Europe, féministe, solidaire, écologique et socialiste avant de constituer un groupe de 300 personnes la manifestation des mouvements sociaux. ■



Photos:
Aline Dehasse et
Frédéric Lévêque



sommaire

ALTERNATIVES	
■ Bombspotting XL. Il est moins cinq	2
EDITO	
■ 120 ans, l'âge de la retraite...	3
ECO-LOGIQUE	
■ Les mirages de l'hydrogène	4
REB'ELLES	
■ Vraiment trop méchantes	5
ÇA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS	
■ La tragédie d'Isaac Babel	6
■ Livresse 9e chapitre	7
SOCIAL	
■ AGC. Retour sur une grève...	8
■ Non marchand. Victoire partielle...	12
DÉBATS	
■ Lutter contre la pauvreté...	14
■ Deffossé, dynamiteur...	17
PLANÈTE SANS VISA	
■ Appel discret à l'immigration	18
INTERNATIONAL	
■ Kurdistan. Guérilla en montagne...	20
■ Portugal. Socialisme comme pratique	22
■ Etat Espagnol. Philips délocalise...	23
■ Bolivie. Ebullition...	24
UNION EUROPÉENNE	
■ TCE. Un non de gauche...	26
	27
ARRÊT SUR IMAGE	
	27
BOUQUINAGES	